



Vol. I.—No. 45.

MONTREAL, JEUDI, 10 NOVEMBRE, 1870.

ABONNEMENT \$2 50
PAR NUMERO 5 CENTIMS.

LE COURAGE DE NAPOLEON.

Le correspondant du *Times*, le Dr. Russell, qui était mieux que personne en position de voir ce qui s'est passé à Sedan, met hors de doute le courage de l'Empereur. Pour la gloire de la France, pour l'honneur de l'humanité, il vaut mieux qu'il en soit ainsi.

Les récits des divers officiers, dit M. Russell, s'accordent à témoigner du courage et du sang-froid durant la bataille. De fait, son calme n'a paru le quitter qu'après la bataille et lorsque, personnellement, il n'avait plus rien à craindre. Quand Bismark venant à sa rencontre, a sauté à bas de son cheval et s'est approché de lui, une pâleur mortelle a envahi la figure de Napoléon, mais cela n'a duré qu'un instant.

Son état-major est unanime à proclamer son intrépidité. Il est monté à cheval à neuf heures et demie le matin de la bataille, et a été chercher la mort, disent nos officiers, jusqu'aux premiers rangs. Quatre ou cinq de ses aides-de-camp ont été tués ou blessés près de lui. Vers deux heures, lorsque l'attaque du Prince Royal devint plus forte, il se porta du côté du pont de Sedan, et précisément au moment où M. Stoffel s'approchait de lui, une bombe tomba sous les pieds du cheval de l'Empereur, tuant plusieurs chevaux et blessant quelques personnes de l'escorte.

Dans la confusion qui s'ensuivit, le duc de la Moskowa reçut un coup de pied de cheval qui lui causa une douleur atroce, mais l'empereur ne perdit pas son sang-froid et l'on ne vit pas sur ses traits cette couleur livide qu'un romancier célèbre lui attribue dans les moments de péril. Au contraire, il demanda de suite qui avait été blessé et ne parut s'occuper que des autres.

À deux heures et demie, il descendit de cheval à son quartier-général qui était entouré de débris de bombes, et ce n'est que deux heures après qu'on y hissa le drapeau blanc.

PETIT COURRIER DE LA CAPITALE.

Québec 3 Nov. 1870.

Pour la première fois, depuis que le canon de la Citadelle du vieux Québec annonçait l'entrée d'un gouverneur

français dans les salles du Palais Législatif sous la domination anglaise, une salve d'artillerie prévenait, à trois heures cet après-midi, les députés indolents de la Province que Sa Majesté, par son délégué le Lieutenant-Gouverneur allait soumettre aux deux Chambres réunies le résultat des recherches profondes que le Conseil Exécutif avait faites de puis huit mois pour le plus grand bonheur des générations bas canadiennes.

Cette fois, il faut l'avouer, le ciel ne s'était pas mis de la partie pour ajouter à l'éclat de cette démonstration que l'on essaie toujours de rendre pompeuse. Il faisait une averse torrentielle, les rues étaient inondées; chacun trottinait tête basse examinant l'envahissement rapide de la boue sur le cirage de sa chaussure. Au moment où je me rendais à mon poste, je rencontrai le gros de nos députés descendant au Palais Législatif et deux ou trois sous un parapluie, suivant que le parapluie était plus ou moins de famille, entre deux haies de sergents de ville couverts de la tête aux pieds de longs manteaux cirés; je me crus un instant en face du cortège funèbre et des moines noirs dans *Lucrecia Borgia*.

Une minute après, le carrosse royal (par délégation) s'arrêta à la porte du Parlement et Son Excellence allait prendre son siège sur le fauteuil que le Conseil Législatif garde religieusement au-dessus du siège de son Président, comme un fantôme de la royauté, et qui ne se déplace que pour recevoir le Représentant par délégation de Sa Majesté.

À part *Essex-green* Fraser de Berry, le conseil avait sa physionomie ordinaire de sérénité; et pour quiconque n'eût pas remarqué deux ou trois plus caractéristiques sous le regard sournoisement voilé du Conseiller pour la Division Saurel (*le père Armstrong*) il eût été impossible par l'apparence inoffensive de ce vénérable corps, de s'imaginer qu'un jour on ait pu lui donner le titre de réunion des *vieilles malfaisances*.

Les députés, pompeusement requis par l'élégant et souple



NAPOLEON III APRES SA DEFAITE A SEDAN.

"Gentilhomme Huissier de la Verge Noire," s'arrêtaient pêle-mêle à la barre du Conseil, "moutonnant à la porte de la grange," suivant l'expression énergique du réaliste député de Bouville.

Pour le moment, le discours du Trône est chose secondaire pour messieurs les députés; l'Orateur est payé pour écouter, saluer, faire enfin "les politesses de la maison;" ses collègues n'ont pas trop à faire d'analyser la galerie. Voyez plutôt le député de Gaspé; il a fait merveille aujourd'hui; avec l'instinct du commandement que *La Canadienne* a développé chez lui, il a rassemblé tout ce qu'il a pu rencontrer de cheveux sur son occiput et les a soigneusement rangés sur l'arrière-front dont la partie antérieure surplombe, comme un mamelon dénudé, le chef rabougri du député Robert, le petit Victor noir du Parlement de Québec; voyez encore le pâle député de Terrebonne, auquel les membres les mieux intentionnés se proposent d'offrir une paire de ciseaux ou un *water-fall*; ses longues tresses noires inondent jusqu'aux revers de son velours parlementaire, que la dernière session voit rapidement se déliter. Son regard insouciant se promène des gradins où trônent les sommités politiques aux galeries où se pavant la plus belle partie du beau monde de Québec, et l'on croit voir errer sur son front la pensée que les premiers sièges sont trop remplis tandis qu'il y a trop de vide sur les derniers. Il n'y a pas jusqu'au galant Solliciteur-Général qui n'oublie le discours de Sa Majesté pour détourner sa tête de ministre et jeter un regard furtif et inquisiteur vers l'endroit où ses derniers souvenirs parlementaires de Québec lui rappellent les souscripteurs récalcitrants que sa charité amenait dans les filets de la charmante quêteuse des pauvres de l'an dernier.

Mais c'est fini; on renvoie les membres de la *Chambre Basse* faire leurs affaires en famille. En bons enfants qu'ils sont, ils ne sont pas longs à décider à l'unanimité, que ce qu'il y a de mieux à faire pour le moment, c'est de ne rien faire du tout, et ils s'ajournent au lendemain, après avoir appris la flatteuse nouvelle que leurs aristocratiques voisins ont ajourné leur séance à lundi, afin, sans doute, de venir demain apprendre à la *Chambre* comment on répond à un discours du Trône.—A demain donc pour les grandes nouvelles.

L'OPINION PUBLIQUE.

LUNDI, 7 NOVEMBRE, 1870.

L'ELEMENT FRANCAIS.

Nous adressons aujourd'hui notre journal à un millier de Canadiens-Français des Etats-Unis. C'est le résultat d'arrangements que nous avons été heureux de faire avec les entrepreneurs propriétaires de l'*Etendard National*. Nous espérons que nos compatriotes américains nous donneront l'encouragement que nous avons rencontré dans tout le Bas-Canada, et qu'ils se feront un plaisir et un devoir de contribuer au succès d'une entreprise essentiellement nationale.

L'*Opinion Publique* est le seul journal illustré canadien-français de l'Amérique; nous l'avons fondée et maintenue au prix de grands sacrifices et de beaucoup de travail.

Nous n'avons pu encore, malgré nos efforts, donner, aux gravures et à la rédaction toute la perfection désirable, mais les progrès déjà réalisés démontrent ce que nous pourrions faire à l'avenir avec une liste de sept ou huit mille abonnés.

Nous ne sommes pas un journal de parti; notre passé en fait foi. Nous nous proposons plus que jamais de laisser les questions d'hommes de côté pour nous occuper exclusivement du triomphe des grands principes qui doivent assurer la conservation et l'honneur de l'élément français en Amérique. Echos de l'opinion publique, nous faisons un tableau fidèle des événements qui peuvent intéresser nos lecteurs et nous nous faisons les interprètes des vœux, des besoins et des aspirations de nos concitoyens. Nous nous efforçons, dans nos biographies et nos articles, de rendre hommage à tous les talents, à tous les mérites sans nous soucier de la couleur de leur drapeau. Nous n'avons pas trop d'hommes pour que nous allions les amoindrir aux yeux des autres races, et nos forces ne sont pas si grandes pour que nous puissions les gaspiller dans des luttes stériles en face des dangers qui peuvent nous assaillir d'un moment à l'autre.

Nos compatriotes des Etats-Unis reconnaîtront dans nos gravures des images aimées de la patrie absente, des lieux témoins de leur naissance et des hommes distingués dont ils conservent le souvenir, et ils trouveront dans nos écrits l'écho des sentiments qui doivent animer tous les cœurs français. Au milieu de la douleur que nous font éprouver les malheurs de la France, nous sentons le besoin de retremper notre courage et notre force dans l'étude de notre glorieux passé, des vertus et du patriotisme de nos ancêtres. Nous puiserons dans cette étude de grands et salutaires enseignements, nous y trouverons les éléments de notre force et de notre conservation dans l'avenir.

Si nous ne pouvons, aujourd'hui, entrevoir la France qu'à travers un nuage de sang, c'est, peut-être, parce qu'elle s'est éloignée des conditions qui faisaient sa force et sa grandeur. Mais consolons-nous dans une pensée de confiance et d'espérance; si l'astre de notre mère-patrie paraît s'éclipser un instant, il apparaîtra bientôt plus brillant, plus glorieux que jamais; la Providence en a besoin pour éclairer l'humanité.

Pour nous, Français d'Amérique, nous n'avons pas à

nous plaindre de la destinée; pendant que la désolation était dans le reste du monde, nous étions heureux et paisibles; une main bienfaisante a semblé écarter bien souvent de notre ciel de funestes nuages; et malgré les projets dangereux dirigés contre notre existence nationale, nous nous retrouvons après un siècle aussi français qu'au jour de la conquête.

Mais il est une ombre dans le tableau, une ombre malheureuse qui jette l'effroi dans tous les cœurs canadiens-français, c'est l'expatriation! l'émigration! Il y a là un mal qui attaque notre nationalité au cœur en lui enlevant des veines le sang destiné à l'alimenter; ce mal, il est inutile de le nier, il existe.

Nous envoyons, disions-nous en commençant, notre journal à un millier de Canadiens-Français aux Etats-Unis; mais combien plus heureux nous serions de le leur envoyer en Canada!

Nous savons qu'on assigne plusieurs causes à cette émigration, mais il est inutile de chercher dans les nuages, lorsqu'on a devant soi ce qui doit frapper tous les yeux. Lorsqu'un père incapable de soutenir sa nombreuse famille dit à quelques uns de ses fils de s'éloigner du toit paternel pour chercher leur existence ailleurs, il ne leur fait pas un long discours pour leur démontrer que c'est la Providence qui le veut ainsi, ou que c'est la loi de la nature qui veut que les peuples du Nord se dirigent vers les pays du Sud. Non, il leur dit tout simplement que s'il est obligé de se séparer d'eux, c'est parce qu'il ne peut plus les faire vivre.

Nous croyons nous aussi à la Providence, mais pas à celle qui conduit au fatalisme énervant des orientaux. La Providence pour nous, c'est le travail, et l'énergie, dans l'honnêteté, et la vertu; c'est un homme, une nation travaillant à la sueur de son front à son progrès et à sa conservation, piochant, grattant, bouleversant la terre en tous sens pour en faire jaillir le bien-être et la prospérité. C'est ainsi que Jésus Christ entendait la Providence, lorsque dans l'atelier de St. Joseph, il se livrait aux pénibles travaux de l'ouvrier.

Développer les ressources de notre pays, chercher son progrès et sa prospérité sous n'importe quelle forme de gouvernement, fournir à tout prix à notre population les moyens de vivre sur le sol de la patrie et d'y ramener ceux qui en sont partis, chercher et soutenir les hommes qui nous assurent ces heureux résultats, voilà la véritable providence et le programme de l'avenir.

Les plus faibles par le nombre, il faut que nous soyons les plus forts par la vertu et la foi et que nous ne soyons inférieurs à personne sous le rapport de l'industrie et du succès dans les choses nationales; il faut empêcher que le préjugé et le fanatisme voient dans nos croyances religieuses et nationales une cause de faiblesse et d'infériorité. Nous sommes de toutes les races qui habitent l'Amérique celle qui renferme les plus puissants éléments de vitalité et d'expansion par l'unité de foi et de sentiments et la force comme la grandeur des traditions; mais à ces éléments, ajoutons l'influence de la fortune et du progrès matériel, et nous occuperons sur le continent une place digne de notre origine et de nos espérances. Rattachons tous les membres épars de la grande famille canadienne française par une communauté d'idées et de sentiments qui nous soutiendra dans la poursuite de nos destinées. Un jour viendra, peut-être, où tous ces membres épars sentiront le besoin de s'unir et de se protéger mutuellement en face du danger; qui peut dire les secrets de l'avenir?

L. O. DAVID.

LES ZOUAVES,

On commençait à éprouver des craintes sur leur sort, il y avait dix-huit jours qu'ils étaient sur la mer, exposés aux plus terribles tempêtes; c'était samedi, et ils auraient dû arriver lundi; six jours de retard! c'était inquiétant, par une saison si dangereuse. Et ces craintes n'étaient pas puériles; il fut un moment où les pauvres zouaves ne s'attendaient plus à revoir la patrie; à tout instant ils craignaient de disparaître dans les flots.

Nous n'avons pas le temps de décrire aujourd'hui leurs angoisses et leurs fatigues.

Samedi, l'heureuse nouvelle se répandait partout, que ces braves jeunes gens étaient arrivés, et on se préparait de tous côtés à leur faire une splendide réception. Les sympathies qu'ils avaient éprouvées partout sur leur passage à travers l'Europe devaient leur dire ce qui les attendait dans leur pays.

Ils n'avaient pas eu l'occasion, il est vrai, de montrer toute l'étendue de leur dévouement, mais ils en avaient fait assez pour prouver de quoi ils étaient capables; personne n'a eu la mauvaise pensée de douter de leur courage et de leur intrépidité.

Si les étrangers pensaient cela en les voyant, que ne doivent pas penser ceux qui les connaissent, ceux qui savent quel cœur bat dans la poitrine de chaque zouave? Nous le savons, ils regrettent de revenir dans leur pays sans avoir combattu, comme ils l'auraient désiré; et leur plus grand supplice a été sans doute, de subir les outrages et les injures des Garibal-

diens, de se voir exposés sans armes aux crachats de ces brigands.

Le son des cloches apprit à la population de Montréal, dimanche, à deux heures de l'après-midi, qu'ils étaient arrivés. Trente mille personnes étaient échelonnées depuis l'église Notre Dame jusqu'à la gare Bonaventure. Comment raconter la scène qui se passa, lorsque ces jeunes gens tombèrent dans les bras de leurs parents et de leurs amis? Il y eut des scènes vraiment attendrissantes. On voyait des mères, des sœurs courant à travers la foule quelles suppliaient de leur laisser voir leur fils, leur frère. La foule émue se rangeait.

Décrire la joie, l'exaltation de ces nobles jeunes gens est impossible. Lorsqu'ils avaient touché le sol canadien, ils avaient fait retentir l'air de leurs cris de joie; et la première fois qu'ils aperçurent les tours de Notre Dame, des hurrahs mille fois répétés saluèrent cette douce apparition de la patrie dans une de ses plus glorieuses manifestations; mais lorsqu'ils purent embrasser les êtres chéris qu'ils avaient si souvent pensé de ne plus voir en ce monde, les larmes jaillirent de tous les yeux.

La foule les emporta pour ainsi dire aux portes de la cathédrale au milieu d'acclamations enthousiastes. Là des adresses leur furent présentées au nom du comité des zouaves et de l'Union Catholique.

"M. le Lieutenant Taillefer" dit la *Minerve*, "répondit à ces adresses d'une voix mâle et remplie d'émotion. Sa réponse fut courte, mais éloquente et chaleureusement applaudie. Il remercia le comité des zouaves pontificaux et toute cette immense multitude de ce grand témoignage de sympathie, la plus belle récompense que les zouaves canadiens pouvaient désirer à leur retour. Il créa beaucoup d'émotion quand il s'écria: Comment se fait-il que ceux que vous aviez chargés d'une mission presque divine, qui avaient juré de verser leur sang pour le roi par excellence, reviennent aujourd'hui dans leurs foyers, lorsque l'auguste chef des fidèles est dans les fers? Auraient-ils lâchement déserter le poste d'honneur? Non. On les a vus sans cesse sur la brèche, ils n'ont pas bronché devant les canons de l'ennemi et nos 8,000 hommes ne se seraient jamais rendus, si un ordre formel du Saint-Père n'avait pas mis terme à l'effusion du sang.

M. Taillefer dit qu'il a vu les zouaves canadiens combattre et que leur bravoure ne s'est jamais démentie. Le pays a raison d'en être fier. Aussi, il fallait voir avec quelles larmes et quel désespoir ils ont brisé leurs carabines lorsqu'il a fallu les rendre aux envahisseurs.

J'ai un pardon à demander, a dit M. Taillefer, c'est de n'être pas mort au poste d'honneur. Mais tout n'est pas fini. Nous sommes venus ici retremper notre courage et au premier avis nous irons venger la cause du monde catholique."

Les zouaves purent enfin pénétrer dans l'église où l'évêque de Montréal entouré d'un clergé nombreux et d'une foule de quinze mille personnes les attendait; il y en avait presque autant dehors. Le chant, la musique, les décorations et les discours furent dignes de la circonstance.

Le révd. M. Martineau ne pouvait manquer d'être éloquent dans une occasion si émouvante. Il le fut aussi; il fallait une voix comme la sienne pour dominer une pareille foule. Il eut de beaux mouvements de nobles pensées, mais le temps lui manquait, sa parole trop rapide ne pouvait suffire aux sentiments qui se pressaient dans son âme. Il a été forcé de négliger certaines réflexions que la circonstance lui a sans doute inspirées, mais qu'il n'a pu développer à son gré.

Les zouaves allèrent ensuite à Notre Dame de Bonsecours accomplir le vœu qu'ils avaient fait, alors que la mort semblait les couvrir de son ombre, et se dispersèrent dans la ville, dans leur familles ou chez leurs amis.

L. O. D.

AVANT ET APRÈS LA CHUTE DE METZ.

Les Anglais ne sont pas le peuple le plus reconnaissant de la terre: ils le prouvent tous les jours par leur conduite vis-à-vis la France. Quand un homme ou un peuple ne fait plus leur affaire ou ne sert plus leurs intérêts, ils le plantent-là et lui disent son fait. Tout récemment, lorsque Garibaldi arriva en France, le *Times* de Londres tint à peu près ce langage: Garibaldi est un brave patriote, nous ne le contestons pas; pour être un militaire remarquable, c'est un peu différent. Il n'a conquis en Italie que les peuples qui avaient déjà trahi leurs maîtres et étaient tous prêts à se livrer: ce qui équivaut à dire que c'est un preneur de villes ouvertes. Pour du cœur, par exemple, ajoutez ce superbe journal, Garibaldi en a beaucoup; mais la France aussi en a, et ce qu'il lui faut aujourd'hui, ce ne sont pas des cœurs, mais des têtes. C'est cruel pour la France, mais bien tapé sur Garibaldi, surtout lorsque l'on se rappelle la réception qu'Albion lui fit en 1864.

En Angleterre, l'opinion a toujours fortement penché en faveur de la Prusse. Depuis les derniers désastres de la France, il y a eu réaction; le spectre de la Prusse toute-puissante et se créant une marine invincible, commence à tourmenter le sommeil des Anglais, et ils seraient disposés aujourd'hui à ne pas laisser écraser la France. Mais le moyen?—Là est la difficulté.

La *Correspondance Provinciale* de Berlin, journal officiel, dit: "Toute tentative de paix est inutile tant qu'on n'aura pas fait comprendre aux Français leur immense besoin de la paix et les seules et indispensables bases sur lesquelles se peut conclure cette paix." Ces bases, on les connaît: cession de l'Alsace et de la Lorraine, démantèlement des forteresses et paiement des frais de la guerre. De son côté, Napo-

léon, qui doit connaître le sentiment populaire en France, disait à Wilhelmshöhe, le 17 octobre : "Tout espoir de paix, prochaine ou éloignée, ayant pour base la cession d'un seul pouce du territoire français,—est à jamais perdu et doit être écarté, et tout gouvernement en France qui signerait un tel traité ne conserverait pas le pouvoir un seul jour."

* *

Il y a un mois, le *Times* trouvait naturelles les exigences de la Prusse et conseillait à la France de céder. Le 21 octobre, il avait changé de ton; il admirait le sublime entêtement de la France dans ses effroyables malheurs et conseillait aux puissances neutres d'intervenir et de trancher la question en faveur de la France. Le plan proposé serait celui-ci; la France paiera une indemnité considérable, mais elle conservera intact son territoire, pourvu que les puissances neutres garantissent la Prusse contre toute nouvelle agression de sa voisine. Ce projet de solution a quelque chance de succès, au dire de ceux qui se prétendent bien informés.

* *

Les Carthaginois et les Lacédémoniens avaient cru enchaîner le succès en décrétant que tout général qui ne réussirait pas serait frappé de mort ou d'ostracisme. Les Français d'aujourd'hui imitent de loin cet usage barbare et cruel. Ils insultent et vouent aux gémonies, en les rangeant au nombre des traîtres et des lâches, les généraux qui ne peuvent réussir à chasser les Prussiens ou qui sont obligés de capituler devant des forces ou des circonstances dont l'histoire seule, après la tourmente actuelle passée, pourra nous découvrir l'étendue et la portée.

* *

Bazaine, "notre glorieux Bazaine," n'est plus qu'un vil Judas. On peut comprendre, et même jusqu'à un certain point excuser, la rage des Français et leurs vociférations sur la chute de Metz. Ne nous laissons pas, malgré nos sympathies, entraîner dans ces jugements *ab irrito* et attendons la version des deux côtés avant de décider que tout le monde en France travaille pour l'ennemi. Que disait-on, avant que Metz tombât, en Angleterre et aux Etats-Unis, dans les journaux les mieux renseignés et qui font partout autorité, parce qu'ils ont des représentants dans tous les camps?—On regardait, depuis le 17 octobre, la capitulation de Metz comme inévitable. La ville et la garnison avaient de la viande en quantité suffisante, mais pas de pain ni de sel. Les fléaux du scorbut et de la dysenterie avaient apparu et faisaient des ravages épouvantables. L'armée de Bazaine, c'est admis même des Prussiens, aurait pu traverser les lignes ennemies et quitter la ville assiégée. Mais avec quel résultat? Elle n'aurait pu sortir que sans provisions, et les alentours de Metz, jusqu'à Paris, Sedan et autres lieux encore plus éloignés, sont tellement dévastés que toute l'armée assiégeante à Metz est approvisionnée par son propre commissariat et tire de la Prusse tout ce qu'il lui faut. L'armée de Bazaine n'aurait donc quitté Metz que pour se faire dépecer et tomber plus loin par la famine et sous les coups des autres corps prussiens qui seraient venus au secours de l'armée du Prince Frédéric Charles. Voilà des faits que les dernières malles européennes confirment et qu'il est bon de peser avant de conclure au déshonneur de Bazaine.

* *

Que veulent les Prussiens?—Metz est tombée, Paris va suivre, et ils vont faire la conquête de la France?—Nullement.—La chose est impossible et ce n'est pas ce qu'ils désirent. Ils prétendent avoir tout simplement des garanties contre de nouvelles attaques: Paris pris, si personne n'est disposé à traiter, ils finiront la guerre, occuperont les villes qui sont les portes de la France et ils attendront qu'il se forme une autorité, qu'il s'établisse un pouvoir qui puisse leur assurer l'Alsace et la Lorraine. Voilà le pis. Il se peut que les puissances neutres aiment mieux éviter le morcellement de la France en se portant garanties de la sécurité de la Prusse. C'est là du moins l'opinion exprimée par un officier de haut grade dans l'état-major de l'armée du Prince Royal.

* *

Mais tout est-il perdu, la France va-t-elle périr? Allons! Ce beau pays est indispensable dans le concert de la Providence et il n'y a pas de civilisation possible sans lui. Dieu éprouve et châtie les peuples par la guerre: la France expie et se purifie. Son courage et sa foi l'ont faite grande; ses succès l'ont aveuglée, pervertie et endormie. Les catastrophes qui l'étreignent vont la réveiller et la ressusciter plus belle, plus pure et plus resplendissante que jamais.

* *

Il y a déjà, dans ses malheurs, des éléments de résurrection qu'on oublie dans l'angoisse du moment. Avec l'armée de Bazaine, elle se trouve avoir en Prusse, comme prisonniers, trois cent à trois cent cinquante mille de ses meilleurs soldats. Avec la paix, ces enfants lui reviendront. Instruits par l'expérience, ils formeront le noyau puissant d'une force de réparation dont on ne peut méconnaître les bienfaits. Espérons donc.

J. A. MOUSSEAU.

Les adresses, les discours et les démonstrations de généraux, de ministres, de poètes et de prétendants à la couronne ne manqueront pas en France. Victor Hugo, Gambetta, le comte de Chambord et les princes d'Orléans luttent de zèle et de dévouement pendant que les Prussiens menacent de pour-

suivre la guerre dans l'intérêt de la dynastie napoléonienne. Le comte de Chambord rappelle à la France les services de sa maison et lui demande de revenir à la foi et aux traditions de ses pères, si elle veut reprendre ses destinées. Mgr. Dupenloup dit la même chose dans une lettre admirable où il adresse aux vainqueurs et aux vaincus des conseils et des avertissements salutaires. Il avertit le roi de Prusse de ne pas se laisser emporter par l'orgueil et lui rappelle des souvenirs qui sont bien de nature à l'impressionner.

CAPITULATION DE METZ.

D'après plusieurs rapports, Bazaine aurait pu éviter d'être renfermé dans Metz. Lorsqu'il y a été renfermé il aurait pu, d'après une nouvelle reçue de Metz, opérer une sortie et rejoindre McMahon plus facilement que ne l'aurait pu faire ce dernier.

Pour se nourrir à Metz, Bazaine a dû sacrifier tous ses chevaux de cavalerie et d'artillerie. Les derniers mouvements qu'il a exécutés semblent avoir manqué de détermination et ses dernières sorties ont été absolument inutiles.

Depuis que Metz a été investi par l'ennemi, Bazaine ne s'est montré en public que dans les grandes occasions. Il ne s'est presque jamais montré dans les ambulances qui sont en majeure partie construites avec des wagons de chemins de fer, sur la Place Royale. Rarement on l'a vu dans la ville. Les autorités civiles ne pouvaient le trouver qu'à la barrière St. Martin. Il n'a pas paru une seule fois à la salle de l'Hôtel-de-Ville. Jamais il n'a eu une parole d'encouragement pour les soldats de l'armée et de la garnison. Canrobert leur ayant quelques fois adressé des louanges pour le courage et la fermeté dont ils faisaient preuve, ils ont crié: "Vive Canrobert!" "A bas Bazaine!"

Dans les derniers temps, il ne voulait plus se montrer à ses propres hommes de peur d'être assassiné. L'effrayante discipline qui régnait parmi les soldats, a certainement avancé la capitulation.

Lorsque la ville a été rendue, il ne restait plus pour tous qu'une ration d'une semaine.

Le matin du 29, cinq soldats sont morts de faim à Montigny pendant que l'état-major faisait bombance. Ce matin-là, l'armée entière avait reçu des rations pour quatre jours; mais il y avait alors deux jours qu'elle n'avait rien reçu.

A aucun prix depuis une semaine on ne pouvait acheter du bœuf ou du lard, mais ce matin-là, avant qu'aucune autre chose ne fût parvenue à la ville, les boutiques étaient déjà remplies de comestibles et de viandes, ce qui prouve que ce dont on a accusé les spéculateurs, de s'être accaparé toutes les vivres, est bien vrai.

Il y avait dans la ville pas moins de 19,000 blessés et malades. La plupart d'entre eux manquent totalement des soins convenables.

Dans la ville seulement, pendant le siège, 35,000 personnes sont mortes.

Depuis le 18 août, les pertes des Français dans les divers engagements, ajoutées au chiffre des décès par maladies, s'élevaient à 42,000.

Lorsque la nouvelle de la capitulation de Metz a été connue par la ville, le peuple est devenu furieux, les gardes nationaux ont refusé de déposer les armes que lorsqu'ils y seraient forcés.

Il s'est passé des scènes indescriptibles. On a hurlé d'indignation toute la nuit. Des dames respectables et haut placées se sont proménées par les rues de la ville pleurant, s'arrachant les cheveux, déchirant leurs vêtements, cherchant leurs connaissances, et demandant avec des cris de désespoir ce qu'allaient devenir leurs enfants.

Ça et là des soldats ivres et sobres ayant leurs schakos au bout de leurs sabres brisés, pleuraient comme des enfants.

Dans l'après-midi Bazaine a traversé Ars en route pour Wilhelmshöhe dans un carrosse fermé, décoré de ses armes, et escorté des officiers de son état-major à cheval. Les femmes du village ayant appris qu'il venait, se sont lancées à sa rencontre et au passage lui ont crié: "Traître, brigand, lâche, voleur, où avez-vous mis nos enfants que vous nous avez ravés et que vous venez de vendre!"

Elles ont accompagné leurs menaces de voies de fait. Elles ont assailli la voiture du maréchal, en ont brisé les glaces et auraient lynché Bazaine si les gens d'armes prussiens n'étaient intervenus.

MOTIFS DE BAZAINE.

L'*Indépendance belge* du 31 octobre publie une déclaration, signée des officiers français du corps du génie qui étaient à Metz, affirmant que Bazaine avait persuadé à l'armée que la capitulation était nécessaire, en présentant la situation en France sous un jour entièrement inexact. Le maréchal avait réuni les officiers de toutes armes, et leur avait attesté que, suivant les informations reçues par lui de toutes parts, l'ordre avait cessé d'exister dans toute la France et ne pouvait être rétabli que par la signature de la paix avec la Prusse, le retour de l'empereur et le dévouement de l'armée. Le désordre et l'anarchie, ajoutait Bazaine, règnent à Paris, à Marseille, à Lyon et à Tours. Les villes de Rouen et du Havre ont sollicité l'ordre des commandants prussiens pour supprimer les dangereuses menées des socialistes.

Au rapport des officiers signataires de cette déclaration, l'état-major voulait depuis longtemps que l'armée se frayât un passage au travers les lignes ennemies, et avait maintes fois démontré à Bazaine qu'il était facile de secourir Paris, par une diversion dans le nord-est de la France. Mais le maréchal avait toujours repoussé ces propositions, en disant: "Au profit de qui ferions-nous ce mouvement? Il n'y a pas de gouvernement en France. La paix seule peut nous donner un gouvernement. Réservez nos forces pour rétablir l'ordre; on aura besoin de toutes nos baïonnettes après le départ des Allemands."

Les motifs de Bazaine paraissent clairs maintenant. Il n'a pas voulu combattre et vaincre pour un gouvernement qu'il n'aime pas. Mais alors, si tous les français disent cela ils ne se battent plus, car vient un pouvoir qui voudra il y aura des adversaires. Trochu qui n'est pas républicain aurait le droit de dire la même chose et de livrer Paris aux Prussiens.

Nous croyons qu'un général doit s'élever au-dessus des gouvernements et des rois pour ne voir qu'une chose, l'honneur de son pays.

Mais enfin attendons encore des explications et conservons l'espoir que Bazaine n'a pas trahi la France, en trahissant la république.

Pendant que la France consternée apprenait la chute de

Metz, les rouges se soulevaient à Paris contre le gouvernement provisoire, parce qu'il était question d'armistice et de paix. C'est Gustave Flourens, l'ancien ami de Rochefort qui s'est mis à la tête de cette émeute.

Les membres du gouvernement provisoire ont été arrêtés pendant plusieurs heures. Vers huit heures, le général Trochu, Arago et Ferry ont été délivrés des mains des émeutiers par un bataillon de la garde nationale. Favre, Simon, Garnier-Pagès, le gén. Tamisier et le commandant du 106^e régiment ont été faits prisonniers. Ce n'a été que vers trois heures du matin que ces regrettables désordres ont pu être arrêtés par quelques bataillons de la garde nationale qui sont accourus et ont enlevé les positions qui avaient été occupées par Ferry autour de l'Hôtel-de-Ville. Les cours étaient occupées par les mobiles tandis que divers détachements de la garde nationale et des carabiniers chassaient la populace de l'Hôtel et la dispersaient dans tous les quartiers. En ce moment les gardes nationales qui occupaient les places publiques, les quais et la rue de Rivoli, ont acclamé Trochu avec enthousiasme au moment où il a passé devant eux.

SCANDALE IMPÉRIAL.

Un correspondant écrit à la Tribune.

Vous avez sans doute reçu des copies de ces deux lettres de Marguerite Bellanger, qui ont été trouvées aux Tuilleries et sur lesquelles Napoléon avait écrit: "Lettres à être conservées." Ne croyez pas que l'histoire des amours de Napoléon et de Marguerite Bellanger était inconnue aux Parisiens. Non, c'est une très-vieille histoire. La question est de savoir quel est le père de l'enfant de Marguerite et de connaître le rôle odieux qu'a joué dans cette affaire le premier juge de l'empire.

Tout Paris peut attester la vérité de la lettre de Marguerite Bellanger, lettre dans laquelle elle disait à son royal amant "qu'il avait fait beaucoup pour elle." Les chevaux, les équipages, les bijoux et les toilettes de Marguerite Bellanger étaient bien connus au Bois de Boulogne, et presque tout Paris sait combien était luxueux cet hôtel de la rue de Verneuil où Napoléon passait de longues heures avec Marguerite.

Au commencement de cette année, quelque temps après que le Président Devienne eut effectué un arrangement entre Napoléon et Marguerite Bellanger, arrangement dont nous parlerons plus bas, on trouva un mari pour la maîtresse de l'empereur. Un peu avant son mariage, Marguerite se plaignit de son hôtel de la rue Verneuil, et Napoléon lui donna un palais magnifique évalué à 1,500,000 francs. La vente de son hôtel de la rue Verneuil lui en rapporta 300,000. Le mari qu'on lui donna était employé dans un magasin de toile; mais comme il y tenait les livres, elle lui disait spirituellement qu'il n'était pas dans le commerce mais qu'il était homme de lettres.

Voici maintenant quel a été le rôle joué par le Président Devienne: Napoléon fut longtemps sous l'impression que le fils de Marguerite Bellanger était aussi le sien. Cette idée ne lui déplaisait pas, car dans ce temps-là, le prince impérial était bien malade et il espérait, à l'aide d'un plébiscite, pouvoir légitimer l'enfant de Marguerite et assurer ainsi l'existence de sa dynastie. Mais le prince impérial recouvra la santé; l'impératrice était indignée du scandale donné par Marguerite; il vint un moment où Napoléon se résolut à obtenir, à tout prix, que Marguerite Bellanger déclarât qu'il n'était pas le père de son enfant. C'est le Président Devienne que choisit l'empereur pour conduire les négociations. On sait qu'il réussit.

A cette époque, Devienne était le premier Président de la Cour Impériale, c'est-à-dire, le second juge de l'empire. L'empereur lui avait promis de l'élever aux plus hautes dignités judiciaires pour le récompenser de la sale besogne qu'il avait faite; mais les événements qui viennent de s'accomplir ont tout changé, et le juge coupable qui avait osé salir ainsi son ermine, a été forcé par ses confrères de résigner ses fonctions.—*Trad. par A. C.*

UN COMBAT EN BALLON.

Un écrivain français a cru faire un grand effort d'imagination en racontant des combats en ballon, qui devaient avoir lieu en l'année 1900. Ce qui paraissait une rêve est déjà une réalité.

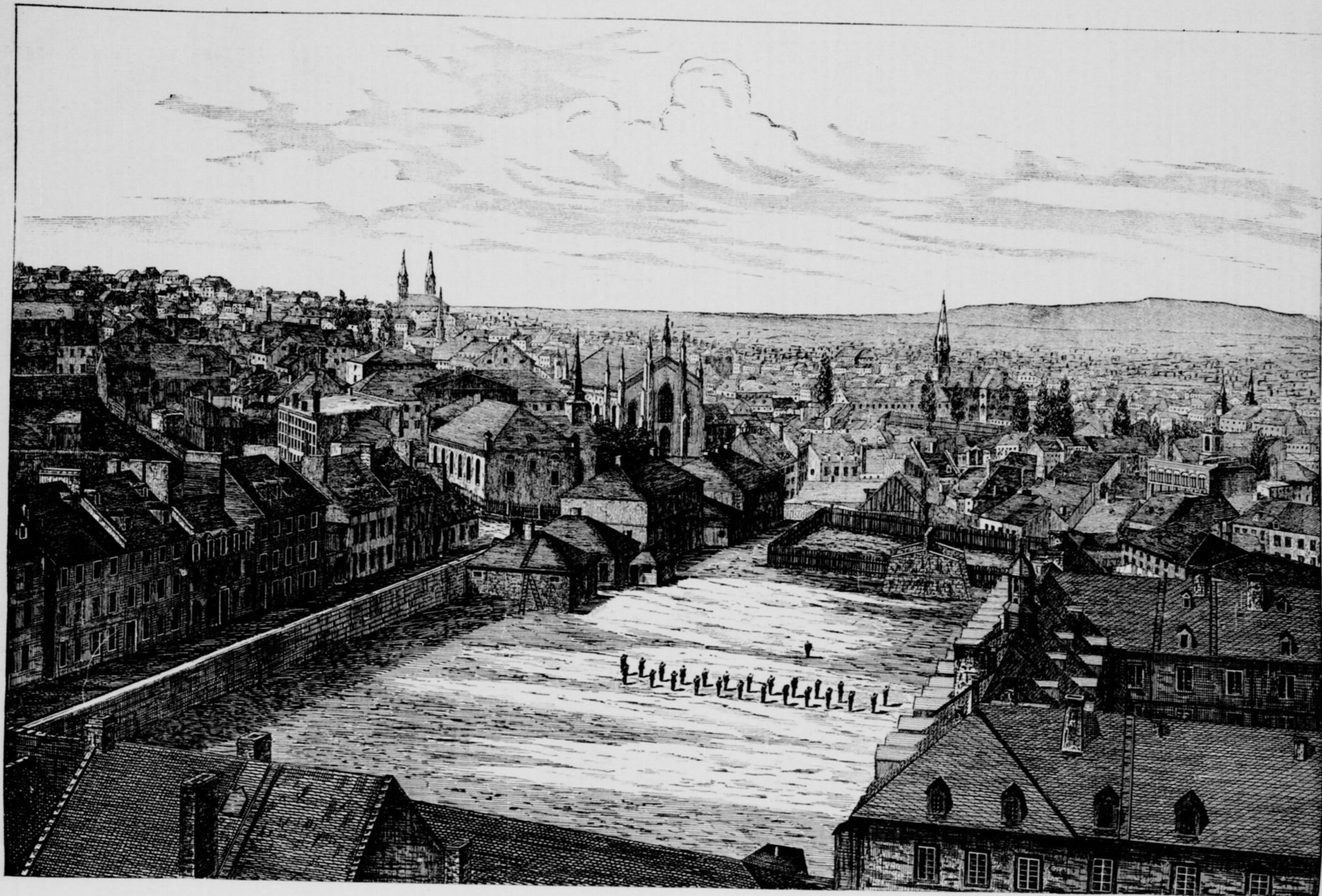
Paris, 1^{er} Oct.—Nadar est revenu hier à Paris. Son retour ne s'est pas effectué sans beaucoup de difficultés, quoique son ballon ait été favorisé d'un bon vent depuis son départ de Tours.

Je vais raconter les faits dans leur ordre chronologique. Il laissa Tours à 6 heures du matin et l'intrépide aéroplane arriva en vue de Paris à onze heures. Son ballon flottait dans les airs à environ 3,000 mètres au-dessus du fort de Charenton. Au moment de l'apparition de l'*Intrépide* qui est le nom du ballon de Nadar, on en signala un autre à l'horizon. On vit alors Nadar déployer un drapeau aux couleurs nationales françaises et aussitôt après l'autre ballon déroula un pavillon aux mêmes couleurs. De vigoureux hurrahs et des cris formidables de "c'est Duront!" partis de la garnison du fort, accueillirent l'apparition des deux aéroplanes dont les ballons se rapprochaient graduellement. Lorsqu'ils ne furent plus qu'à une courte distance, l'un de l'autre, on entendit soudain une formidable détonation suivie d'une série d'explosions. Tout d'abord on crut que c'étaient des démonstrations ou des signes de victoire, jusqu'à ce qu'on vit Nadar lui-même se cramponner aux côtés de son ballon. Pendant ce temps là l'autre aéroplane dirigeait sur Nadar des décharges qui traçaient dans les airs des sillons lumineux.

"L'*Intrépide*" descendit rapidement et il devint évident aux spectateurs d'en bas qu'il se passait quelque chose d'extraordinaire là-haut. Le pavillon français avait déjà disparu et à sa place flottait un drapeau noir et jaune. Tout s'expliquait alors. Et on entendit en même temps s'élever du milieu des français les cris de trahison! C'est un ballon prussien! Il a fait feu sur Nadar! Nadar est perdu!

Mais Nadar était sauvé, car on le vit descendre rapidement et son ballon effleurer la terre. Après avoir débarrassé l'aérostat de son lest, il remonta de nouveau après avoir bouché l'ouverture fait par son adversaire.

Un feu nouveau fut alors dirigé de "l'*Intrépide*" contre le ballon prussien, qui, perdant toute sa force descendit des airs avec rapidité. Un détachement de hulans qui se trouvaient dans la plaine et qui avaient suivi les péripéties de la lutte aérienne, se précipitèrent en avant et entourant le ballon, ils reçurent leur héros, Dieu sait en quel état. Puis ils se dirigèrent en toute hâte vers les avant-postes prussiens. Au même instant, Nadar mettait pied à terre, heureusement à Charenton, où il se trouve encore actuellement.



QUÉBEC ET LA VALLÉE DU ST. CHARLES; VUS DES TOURS DE LA CATHÉDRALE.—D'APRÈS UNE PHOTOGRAPHIE PAR LEBLANC & BIENVENU.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 10 NOVEMBRE, 1870.

LA SEMAINE PARLEMENTAIRE.

LE DISCOURS DU TRÔNE.

Nous constatons avec plaisir que le gouvernement de Québec continue avantagèrement la solution d'un problème considéré jusqu'ici comme impossible à dénouer : faire une harangue du Trône en bon français et sans trop de lieux communs. La pâleur, l'ambiguïté, une phraséologie mauvaise et qui peut tout dire ou ne rien dire du tout, tels sont à peu près les caractères des adresses d'ouverture que le gouvernement anglais fait prononcer à la Reine, genre qu'on a religieusement copié ici, et dont on commence à se défaire à Ottawa et qu'on a complètement mis de côté à Québec. Quelques unes de ces adresses ressemblaient beaucoup à ces statuts à travers lesquels pouvait passer un carrosse attelé de six chevaux, suivant la pittoresque et mordante expression du grand orateur Irlandais.

Le discours s'occupe surtout des trois grands sujets que nous avons indiqués dans notre dernière édition : le Code municipal, les chemins à lisses, et l'arbitrage. Après un coup d'œil jeté sur le passé, Son Excellence aborde ces questions en termes clairs et qui nous font connaître nettement les intentions du gouvernement. Il est important de citer quelques extraits :

« Les soins assidus que vous avez accordés à la préparation du Code Municipal, et la publicité que vous avez donnée à votre projet de loi sur cette matière, me font espérer que vous pourrez dans le cours de cette session, terminer cet utile travail, avec toutes les garanties désirables de succès et de stabilité. »

« Il a été fait pendant le cours des trois sessions de ce parlement, des allocations libérales et pour venir en aide à des compagnies qui se proposaient de développer les ressources de cette Province par la construction de nouveaux chemins à lisses ; les résultats qui ont été obtenus sont propres à vous encourager à persévérer dans la voie où vous êtes entrés, ayant toutefois égard aux ressources financières de cette Province. »

« L'arbitre qui avait été nommé par cette Province, en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, pour le partage des terres et des biens de la ci-devant Province du Canada, juriconsulte distingué par ses talents et jouissant d'une haute réputation de science et d'intégrité, ayant trouvé entre les autres arbitres et lui-même, une différence d'opinion insurmontable, a résigné sa charge. L'arbitre nommé par la Province d'Ontario et celui qui avait été nommé par le Gouvernement fédéral, ont continué leurs délibérations sans que cette Province fut aucunement représentée, et j'ai cru devoir protester d'abord contre l'illégalité de leur conduite et plus tard contre le résultat manifestement injuste et illégal, auquel ils en sont venus. La correspondance qui a eu lieu à ce sujet sera soumise à votre considération. »

Quelques uns trouveront peut-être une ombre à cet exposé et à ce programme : c'est la restriction faite quant « aux ressources financières » du pays à propos des voies ferrées ou à lisses en bois. Au reste, les déclarations du Cabinet et l'exposé du budget nous éclaireront très-prochainement là-dessus en nous donnant le *maximum* qu'il peut consacrer, soit en terre ou en argent, aux compagnies qui vont lui demander de l'aide.

Sur la question de l'arbitrage, le langage du gouvernement est ce qu'il devait être : digne et ferme. Il est suffisant pour sonder l'opinion de la Chambre et du pays ; mais il ne va pas tout-à-fait assez loin : il se contente d'une énergique et solennelle protestation. C'est probablement pour se laisser faire violence par la Chambre, qui ne manquera pas d'adopter une bonne motion de résistance à la sentence de MM. McPherson et Gray. Au fait, on aura bien tort de ne pas profiter du précédent de la Nouvelle-Ecosse : elle a opposé une résistance énergique, avec menace de scission, à l'Acte Fédéral ; le Gouvernement d'Ottawa hésitait et avait bien envie de passer outre. Mais le bureau colonial lui a enjoint de régler la difficulté par de nouvelles concessions et la Nouvelle-Ecosse a ajouté à son revenu annuel une bagatelle de \$150,000.00 ! Croit-on que l'Angleterre ferait moins pour la Province de Québec, plus nombreuse, dont les griefs sont plus sérieux, et qui constitue, en quelque sorte, la clef de voûte de l'édifice fédéral ?—Evidemment non. Qu'on se montre courageux et uni, et nous osons prédire le succès.

Le Code municipal doit être complété à cette session : c'est du moins le désir du gouvernement. Nous reviendrons sur ce sujet.

Des efforts efficaces ont déjà été faits pour ramener nos compatriotes des Etats Unis, et de plus grands seront encore tentés à l'avenir : tout le monde acceptera avec plaisir cette promesse du gouvernement. Les précieuses renseignements qu'a donnés « *Le Pionnier de Sherbrooke* » et d'autres que nous avons reçus privément, nous permettent d'assurer que le temps ne peut être mieux choisi pour ce travail patriotique : un grand nombre de canadiens désirent ardemment revenir. Les circonstances

critiques faites à l'industrie américaine par un tarif trop protecteur, comme nous l'avons déjà démontré ici, ont considérablement empiré la condition des canadiens-français qui travaillent dans les manufactures. Un nouvel et plus vigoureux élan donné à l'agriculture et à l'industrie canadiennes par un enseignement agricole à meilleur marché et plus répandu, par l'octroi gratuit de terres publiques, et par l'ouverture de nouvelles voies ferrées et à lisses, voilà ce qu'il faut et pour retenir les enfants du sol et obtenir le rapatriement de nos frères des Etats qui se montrent si dignes de nos sympathies et de notre encouragement substantiel par leur attachement inébranlable à leur foi et à leur race.

Les séances de Vendredi et de Lundi ont été consacrées à l'adresse en réponse au Discours du Trône, qui a passé sans encombre et à l'unanimité. Evidemment le Cabinet Chauveau n'a pas encore, quoiqu'il compte une assez longue existence, fini sa lune de miel, et pas la moindre tempête « ne vient d'aventure » menacer de naufrage sa gentille gondole.

J. A. MOUSSEAU.

LES ŒUVRES DE CHAMPLAIN.

Il y a quelques années des hommes courageux et dévoués voulant répandre parmi leurs compatriotes la connaissance de notre origine et de notre passé glorieux, entreprirent de publier les œuvres de Champlain. C'était une entreprise difficile et délicate qui exigeait le concours d'un éditeur et imprimeur habile, riche et hardi. M. Desbarats s'offrit ; on ne pouvait mieux trouver. M. l'abbé Laverdière à qui revient l'honneur de la pensée et des principaux travaux de cette entreprise, prend plaisir à rendre hommage à la libéralité et à l'énergie qu'il a rencontrées chez M. Desbarats. La première édition était faite, l'impression presque terminée, lorsque le feu vint réduire en cendres le magnifique atelier de M. Desbarats à Ottawa.

Des pertes aussi sensibles étaient bien de nature, dit M. Laverdière, à faire échouer complètement une entreprise qui paraissait devoir être si peu rémunérative. Mais voilà que tout à coup un redoublement de sympathie bien méritée vint ranimer le courage de M. Desbarats. Le 13 Février 1869, il nous écrivait : « cher monsieur, vos raisons et la conduite du séminaire à mon égard, sont trop bonnes, pour que je ne cède pas ; Champlain se réimprimera à Québec. . . Eh ! bien, Champlain m'aura coûté quelques trois mille louis. »

Cette œuvre de patience et de sacrifices touche à sa fin ; elle sera bientôt livrée au public. L'impression du texte, des gravures et des cartes est terminée et dans le cours du mois prochain les souscripteurs recevront leurs exemplaires. Ils sont instamment priés de se tenir prêts à payer, lors de la livraison : on comprend après ce que nous venons de dire, toute l'opportunité de cette demande et on saura la comprendre. Ils justifieront le courage et l'énergie qu'on a dû avoir pour s'imposer tant de travail et de sacrifices en dépit de l'indifférence publique pour ces sortes de choses.

Il est assez curieux de constater que c'est à la publication des œuvres de Champlain que *L'Opinion Publique* et le *Canadian Illustrated News* doivent leur existence. C'est en étudiant le moyen de reproduire les cartes et gravures intéressantes qui ornent les mémoires de Champlain que la légototypie fut découverte.

Cet ouvrage remarquable sera sous tous les rapports un honneur pour ceux qui y auront mis la main, pour le Bas Canada tout entier ; ce sera un véritable monument de science, d'histoire, d'art et de patriotisme. Il suffit de dire que c'est M. l'abbé Laverdière qui est l'auteur de cet ouvrage et qu'il a été aidé dans cette noble tâche par M. M. les abbés Verreau et Casgrain et MM. Taché et Gerin-Lajoie, pour donner idée de ce que sera ce monument. Quant à l'impression il n'y aura qu'une seule voix pour dire que M. G. E. Desbarats a fait l'ouvrage le plus parfait qui ait encore paru dans le pays. Ceux qui s'y connaissent disent que c'est un chef-d'œuvre qui peut rivaliser avec les meilleures productions de l'Europe. Malgré que M. Desbarats soit notre copropriétaire, j'ai pensé que notre journal devait être l'écho de l'opinion publique pour lui comme pour les autres.

L. O. DAVID.

UN GRAND MARIAGE.

Sa Majesté la Reine Victoria a approuvé le mariage projeté entre sa fille, la Princesse Louisa, et le marquis de Lorn, fils du Duc d'Argyle. Ce mariage suggère au *Times* de Londres un magnifique article dont nous traduisons les passages suivants.

« La nouvelle de ce prochain mariage de la fille d'une Reine avec un simple sujet causera tout d'abord une grande surprise, mais un moment de réflexion suffira pour voir qu'une telle union est, après tout, en conformité parfaite avec les principes et la manière de vivre que s'est elle-même tracés « Sa Majesté La Reine a trouvé que le bonheur de sa fille devait passer avant l'obéissance aveugle et pleine de morgue

« à des principes traditionnels de raison d'état qu'a toujours « réprouvés le sentiment populaire et qui n'ont plus mainte- « nant la moindre raison d'être. Tout dans cette alliance pro- « chaine est de bon augure et conjure pour en assurer le par- « fait bonheur. La Princesse est depuis plusieurs années la « compagne intime de la Reine et a même plusieurs fois repré- « senté Sa Royale Mère dans les cérémonies publiques. Elle « est aussi connue par son attachement aux beaux arts, attache- « ment qui a laissé sa marque dans la Salle de Sculpture de « l'Académie et que constatent en ce moment des œuvres de « sa propre main à l'exhibition de la Rue Bond établie pour « secourir les malades et les blessés de la grande guerre. « Lorn fit de bonne heure son apparition parmi les auteurs de « la noblesse par les récits fort intéressants de ses voyages ; « il s'est plus tard distingué au parlement par une indépen- « dance consciencieuse qui, une fois, l'obligea à voter contre « le Ministère dont son père était un membre prééminent. « D'après ce que l'on connaît de lui, il héritera du grand carac- « tère du Duc, son père, en même temps que de son haut rang, « et si les vertus personnelles suffisaient à conserver les « vieilles traditions, le chef des Campbell pourrait encore « être, dans les « Western Highlands, » regardé pendant plu- « sieurs générations comme égal en autorité au Souverain lui- « même. Le mariage d'un couple si accompli et si aimable, « attiré l'un vers l'autre par la force de l'affection mutuelle, « promet toute une vie d'un bonheur pur et sans interrup- « tion. » Ce mariage contraire à toutes les habitudes, à tous les préjugés reçus, soulève des commentaires différents parmi les plus grands publicistes. Les uns, de l'école ultra-conservatrice, y voient la déchéance certaine de la royauté en Angleterre en même temps que la fin prochaine de la dynastie régnante. D'autres, mieux avisés, suivant nous, prétendent au contraire qu'un tel mariage vaut mieux pour la monarchie anglaise et la race royale actuelle que cent ans du règne le plus parfait. Les vieilles raisons d'exclusion n'existent plus ; la Chambre des Communes étant toute puissante, les mariages plébéiens des rois ne donnent plus lieu aux mêmes craintes d'intrigues de palais ou de succession. Pourquoi alors condamner les enfants d'un roi à des alliances contre-nature, monstrueuses qui font de leur vie un enfer perpétuel, une immolation froide et implacable du cœur et de prétendues nécessités politiques qui ont fait leur temps ? Non, que ces vieilles barrières du passé tombent ; que les enfants de sang royal se marient comme ils l'entendent et bien, et la vraie liberté comme la vraie démocratie feront avec la royauté bon ménage et ne s'entendront que mieux pour assurer le bonheur des peuples.

J. A. MOUSSEAU.

AVIS IMPORTANT.

Pour permettre à nos abonnés des Etats-Unis de suivre le magnifique roman que nous publions dans notre journal, nous donnerons une analyse complète de ce qui a paru jusqu'à présent dans notre prochain numéro. On nous pardonnera de ne pas l'avoir fait pour ce numéro. Nous allons nous hâter de finir ce roman afin d'en publier un qui sera canadien-français et plein d'intérêt. Nous avons promis d'encourager la littérature nationale et nous tiendrons notre promesse.

M. Oscar Dunn a mis en brochure la jolie lecture qu'il a faite dernièrement à l'Institut des Artisans sur ce sujet : Pourquoi nous sommes Français. On ne manquera pas, sans doute, de l'acheter.

RIVIÈRE ROUGE.

NOUVELLES IMPORTANTES.

Le Lieutenant-Gouverneur de Manitoba a émis des ordres pour l'arrestation de Riel, O'Donoghue et Lépine, s'ils pénètrent de nouveau dans la province ; il a donné de plus instruction qu'on se mette à leur poursuite et qu'on les fusille s'ils font de la résistance.

Le *News Letter* de Manitoba du 15 octobre, contient une lettre de Victoria, comportant que la petite vérole sévit avec une violence terrible, et a déjà causé la mort de centaines de personnes. Plusieurs missionnaires en ont été victimes, puis les Pieds-Noirs qui sont morts au nombre de quinze par jour.

REVUE ÉTRANGÈRE.

Inutile de donner à nos lecteurs toutes les dépêches concernant l'armistice ; qu'il suffise de dire que cet armistice n'a pas réussi, et que la guerre continue. Comme on le sait, cet armistice ou suspension des hostilités devait être de trois semaines afin de permettre au peuple français de faire des élections et d'organiser un gouvernement avec lequel le roi de Prusse pût faire la paix. Thiers avait été choisi pour cette mission importante.

À la dernière entrevue de MM. Thiers et Bismarck, ce dernier déclara qu'il s'opposerait au ravitaillement de Paris durant l'armistice. Le gouvernement provisoire a refusé d'accepter un armistice si on ne permettait pas l'approvisionnement de Paris. La cause réelle de la non-réussite des négociations est le refus du gouvernement français de promettre une cession de territoire.

Encore des massacres, des ruines et des malheurs par conséquent. L'armistice manqué ! la paix impossible ! on criera la paix ! la paix ! dit un des prophètes dont nous avons publié les prédictions, et ce sera la guerre, la guerre implacable.

Changarnier aurait une pauvre opinion de Bazaine, si l'on en croit un correspondant. Il dit que c'est un homme égoïste, plein de lui-même, ambitieux, et qui recherche non l'honneur de son pays, mais sa gloire personnelle. Bazaine pensait que la paix serait rétablie, que Paris ne résisterait pas et qu'ainsi sa réputation militaire ne serait pas atteinte. Il espérait sortir de Metz avec 150,000 hommes, la fleur de l'armée fran-

caise, et faire croire au peuple qu'il était un héros. Basaine fut repoussé dans Metz.

Il aurait pu s'échapper s'il eût marché bravement avec toute sa force qui se composait de 150,000 soldats, les plus braves et les plus aguerris de la France. Durant les derniers jours de l'investissement de Metz, les sorties étaient impossibles.

MGR. BAILLARGEON.

Nous avons reçu une jolie brochure de 100 pages, pleine d'intérêt et imprimée par M. Coté de Québec.

L'ouvrage contient une excellente photographie de feu Mgr. l'Archevêque C. F. Baillargeon; une notice biographique du vénérable prélat, par M. l'abbé B. Paquet; l'oraison funèbre prononcée à la Cathédrale par M. L. Paquet; les éloquentes discours prononcés par MM. les curés Auclair, A. Racine, Charest et M-Gauvran dans leurs églises respectives; et les comptes-rendus faits par plusieurs journaux des funérailles. Il y a dans cette brochure de belles pensées, de nobles sentiments. L'oraison funèbre de M. l'abbé Paquet mérite les éloges qu'on en a faits et l'admiration qu'elle a créée parmi ceux qui l'ont entendue. On nous a dit que certains hommes distingués appartenant à la religion protestante avaient été vivement impressionnés par les accents pathétiques et la parole convaincue et mesurée du prédicateur. Les souvenirs touchants évoqués par M. Racine dans l'église St. Jean, objet des faveurs du vénérable défunt, ont produit, nous dit-on, une profonde émotion dans l'âme de tous ceux qui étaient présents. La brochure qui renferme tant de belles choses mérite d'être conservée.

Un correspondant fait une description intéressante de Paris depuis que cette ville fameuse est assiégée. Après l'avoir représentée couronnée de fleurs au milieu de l'enivrement de tous les plaisirs, de toutes les voluptés, il en fait maintenant le tableau qui suit :

« La plupart des magasins, sauf ceux où se vendent les objets indispensables, sont fermés. Un grand nombre de libraires n'ouvrent plus. Presque tous les employés et commis sont sur le pavé, ou plutôt sur les remparts. Les vivres ont subi une augmentation notable, mais qui n'a rien d'exorbitant. Somme toute, grâce surtout à la taxe, il n'en coûte pas jusqu'à présent beaucoup plus cher pour manger à Paris qu'au moment de l'Exposition universelle, et, à ce point de vue, on ne se douterait pas encore qu'on est dans une place investie. Les provisions en tout genre ont été amassées de si loin et avec tant d'abondance qu'on ne prévoit pas l'heure d'une gêne sérieuse d'ici à plus de trois ou quatre mois.

« Plusieurs propriétaires ont fait blinder leurs toits et leurs fenêtres sur le modèle des dispositions prises pour le Louvre et la Bibliothèque impériale. Des pompes, des tonneaux, des baquets sont disposés partout. Le drapeau blanc à croix rouge pend à une foule de maisons. La tirelire pour les blessés orne tous les comptoirs. Il vient de se former une société d'assurances contre le bombardement; quoique ses prix soient assez élevés, je crois qu'elle fera bien ses affaires, et elle peut être en effet très-utile.

« C'est surtout le soir que l'aspect de Paris est singulièrement changé et qu'on ne le reconnaît plus. Le mouvement des voitures est presque complètement suspendu; les chevaux ont été mis en réquisition, et les cochers portent le fusil.

« Les boulevards, nettoyés radicalement de coquines et de petits crevés, déblayés des toilettes extravagantes et des physiologies exotiques qu'on y voyait tout le jour, offrent un aspect si différent de leur aspect d'autrefois, bien que le cadre soit resté le même, qu'on hésite parfois à le reconnaître. Les boutiques qui y sont restées le plus généralement ouvertes sont, les débits de tabac et les cafés où les gardes nationaux viennent s'asseoir par bandes en passant, leurs fusils entre les jambes. On dit que les havanes vont manquer, et notre ministre des travaux a installé une fabrique de cartouches dans la manufacture de tabac. S'il le faut, nous ferons encore le sacrifice de nos cigares à la patrie.

« Avant dix heures du soir, tout est éteint; fenêtres et portes sont closes, comme au temps du couvre-feu. On n'entend plus que le pas des patrouilles qui défilent, et au loin dans le silence de la nuit, quelques sons de trompette et quelques roulements de tambours.

« Quant aux hôtels, je n'ai pas besoin de vous dire qu'ils ne sont plus guères remplis que de mobiles. Il y a cependant au moins une exception. L'Anglais légendaire qui serait capable de descendre dans le cratère du Vésuve pendant une éruption pour la voir de plus près, n'aura pas que au siège de Paris. Nous avons actuellement dans nos murs un couple, — il doit y en avoir plus d'un, mais je n'en connais qu'un, — un couple de touristes de cette nation, venu tout exprès pour la circonstance, et qui loge, je crois, au Grand-Hôtel. Sans cesse on les aperçoit, le mari armé d'une longue-vue qu'il porte en bandoulière, flegmatiques, impassibles, grimant sur les édifices, parcourant la ville en voiture découverte, descendant la Seine en bateau, rôdant autour des fortifications, tâchant de voir et fort mécontents de ne pas voir davantage. Les premiers jours, on a eu beau jeu à prendre notre Anglais pour un espion prussien, et on ne s'en est pas fait faute; mais il avait prévu le cas, et il a toujours les poches pleines de papiers nécessaires pour constater son identité. On le connaît maintenant, et les factionnaires se bornent à le repousser en riant, jusqu'à ce que les choses deviennent tout à fait sérieuses et qu'on lui enjoigne impérativement de se tenir tranquille.

« Du reste, vous ne sauriez croire comme la curiosité proverbiale des parisiens persiste dans la situation présente. Tous les monuments d'où l'on peut dominer la campagne et sur lesquels il est permis de monter sont sans cesse couverts de monde. Une des plus fatigantes besognes des factionnaires aux remparts est de croiser la baïonnette devant ceux qui veulent voir, et il y a des enragés qui ont essayé de se joindre en amateurs aux dernières sorties.

« Sauf l'exaltation patriotique du moment, Paris est très-calme. Il a dans le président du gouvernement de la défense nationale une confiance illimitée. J'ai vu hier Trochu passer au galop dans la rue de Rivoli: partout il a été acclamé avec un enthousiasme presque frénétique.

« Je vous écris de la caserne d'un bastion où je suis de garde. J'entends une fusillade et j'aperçois dans la campagne une lueur comme celle d'un incendie. Je n'ai pas le temps d'aller voir ce que c'est. Le ballon attend. Au revoir, s'il plaît à Dieu!

GAMBETTA EN BALLON.

C'est bien la première fois qu'on voit un ministre de France voyager en ballon pour remplir les devoirs de sa charge. On sait que Gambetta voulant rejoindre le gouvernement à Tours et ne pouvant percer les lignes ennemies qui entourent Paris, s'est décidé à faire le trajet en ballon. C'est le fameux Nadar qui conduisait le ballon. Un journal d'Amiens raconte ce voyage romanesque et terrible. Un vent défavorable poussa le ballon et le fit descendre vers l'armée prussienne.

Nadar estime à plus de cent mille le nombre des coups de fusil qui furent dirigés contre eux.

Par un hasard qui tient du prodige, pas une balle n'atteignit les voyageurs, bien que la nacelle en fut criblée et que le tissu eut beaucoup à souffrir.

On était assez près de terre pour voir très-distinctement les travaux ennemis, les différents uniformes des soldats, et les officiers qui les commandaient d'activer leur tir. Toute la section de l'armée allemande au-dessus de laquelle passait le ballon était sur pied et en armes, tirant à l'envi. Le péril était imminent.

L'aéronaute fit des efforts prodigieux pour éviter une descente au milieu du campement ennemi. Il jeta son lest, ses banquettes, ses instruments, grimpa comme un écureuil sur les flancs de son ballon pour boucher les trous: il réussit à se maintenir entre 500 et 400 mètres; mais toutes ses tentatives pour monter en dehors de la portée des projectiles demeurèrent vaines. Le gaz fuyait par des blessures qui échappaient à ses recherches. Pendant ce temps là, les Prussiens tiraient toujours, et les balles passaient en sifflant, effleurant sa tête et celle de Gambetta, qui, se jugeant perdu, écrivait à la hâte ses derniers ordres sur son carnet.

Enfin, après une heure de cette lutte étrange, les voyageurs dépassèrent la zone d'occupation: ils naviguaient maintenant au-dessus d'une campagne presque déserte. Il était temps, le ballon descendait. Ils aperçurent un détachement nombreux qui sortait d'un bouquet d'arbres, et qu'ils prirent d'abord pour des mobiles. Leur espoir fut de courte durée: une décharge d'ensemble leur arriva brusquement qui trouva l'aérostaut près de son orifice et blessa Gambetta à la main. L'effet de cette fusillade fut de faire tomber le ballon à cent mètres de terre. Déjà des hurrahs tudesques retentissaient, et les Prussiens se préparaient à saisir leur proie, lorsqu'une brise soudaine reprit le ballon et le releva de quelques centaines de pieds, le poussant vers le nord.

Une demi-heure après, le pays paraissant absolument dégarni d'ennemis, les voyageurs se préparèrent à opérer leur atterrissage auprès d'une ferme isolée. Au moment même où ils commençaient l'opération, la porte de la ferme s'ouvrit, et livra passage à une bande de soldats bavarois qui ouvrirent un feu nourri contre l'infortuné ballon; celui-ci reprit son vol, mais à quelques kilomètres de là, faisant air par cent blessures, le vaisseau aérien se mit à baisser pour ne plus se relever. La nacelle s'accrocha aux branches supérieures d'un vieux chêne et le choc culbuta les passagers, qui se trouvèrent suspendus dans la plus critique des situations.

En ce moment des bandes de paysans, armés de fourches et de faux, accoururent au pied de l'arbre, menaçant de faire un mauvais parti aux aéronautes, qu'ils prenaient pour des Prussiens. Gambetta saisit alors l'étendard aux couleurs nationales, et l'agitait aux cris de « Vive la République! » D'ennemis les paysans se changèrent subitement en amis, en amis dévoués, et s'empressèrent d'aider les naufragés à se tirer d'affaire. Quand ils apprirent de l'aéronaute le nom de celui qu'il leur amenait, leur enthousiasme éclata violemment; Gambetta fut l'objet d'ovations et de prévenances qui l'émuèrent profondément. Il sut par ses nouveaux amis qu'il se trouvait à Tricault (Oise). On l'amena chez le maire. En même temps un homme tout essoufflé accourut annoncer l'arrivée des ennemis qui poursuivaient l'aérostaut.

De Tricault, Gambetta fut conduit, dans le chariot d'un paysan, à St. Didier, où il fut reçu par le sous-préfet, ancien officier, qui le transporta à Amiens, où il arriva au milieu de la nuit.

Deux ballons étaient partis de Paris ensemble; dans le second se trouvaient trois américains, le sous-préfet de Redan et un aéronaute. Pendant quelque temps les ballons avaient fait route presque côte à côte, et les voyageurs échangeaient des paroles d'une nacelle à l'autre. Plus tard le vent les sépara.

LE CRIME A NEW-YORK.

On a émis différentes théories pour expliquer l'augmentation sans précédent des crimes à New-York, durant les trois derniers mois. Les adeptes de la science attribuent à la chaleur l'origine du mal.

Les républicains l'attribuent à la démocratie; les chrétiens zélés à l'apathie du clergé; les grondeurs chroniques, à l'incapacité ou à la complicité de la police; les journaux de la ville aux ménagements des autorités dans les faubourgs, enfin on s'en prend à tout sans cependant dire un mot de la source du mal.

Personne ne s'arrête un moment à penser que le mal soit dû en grande partie au mauvais système de permettre aux citoyens de porter partout des armes sur eux, quels que soient leur caractère ou leur position sociale. La conséquence d'une pareille permission est manifeste.

Des querelles dont, en ce pays, quelques yeux noirs et quelques têtes chaudes feraient tous les frais, sont souvent suivies à New-York, d'une enquête du coroner sur une ou plusieurs des personnes qui ont pris part à la bagarre.

Il est bien triste de dire que des hommes adonnés aux boissons énivrantes ou dont le caractère est méchant, portent sur eux des armes à feu. De tels hommes se trouvent offensés d'un rien, et sont toujours prêts à vider la querelle par les armes. Il n'y a pas de doute que les infractions à la loi qui se commettent dans les grandes villes américaines, à New-York, surtout, sont dues, en grande partie, aux punitions légères qui frappent les offences contre les personnes.

La peine de mort est rarement appliquée. L'emprisonnement pour la vie est presque aussi rare, et, lorsqu'il arrive qu'une telle sentence atteigne un criminel, elle est ordinairement commuée après une couple d'années d'emprisonnement. Les démarches faites par quelques personnes haut placées en faveur des criminels — qui avaient pu rendre service à certains partis politiques ou dont la connaissance de certains secrets de partis était trop exacte pour assurer leur pardon, a, sans aucun doute, beaucoup contribué au présent état de choses.

Quelque soit cependant la cause du mal, la presse de la métropole demande un changement à grand cri. Voici ce que

dit la "Tribune" de New-York. « Il n'est pas gai d'avoir à ajouter aux horreurs de quelques semaines qui viennent de s'écouler que les autorités de la police prophétisent que l'hiver prochain les criminels causeront encore beaucoup de trouble, parce que l'on s'attend à ce qu'ils vont être plus hardis et plus actifs que par le passé. Nous avions supposé que le crime avait atteint ses dernières limites dans cette ville, mais il paraît que nous n'avons eu qu'un avant-goût des attentats à la vie et à la propriété qui sont pour se commettre lorsque les voleurs, excités par la faim et le froid, assailliront toutes les personnes qu'ils trouveront dans des circonstances favorables à leurs desseins. Ce violent état de choses étant imminent, nous aimerions à connaître les mesures adoptées par les autorités pour empêcher ce carnaval du crime. »

Le Times cite sept cas d'assauts meurtriers avec des couteaux et des haches, commis à New-York et Brooklyn tout récemment, et demande instamment que cette espèce de crime soit sévèrement punie. Voici ce qu'il dit :

« Lorsque des femmes comme Madame Mary Brown fendent « la tête de leurs maris avec des haches et que des hommes « comme John Regan coupent d'une oreille à l'autre avec des « razoirs la gorge de leurs épouses, et lorsque la nuit des bandes de jeunes scélérats assaillent avec des couteaux des passants inoffensifs, comme si ce n'était pour eux que simple « curiosité de voir qu'elle sera la défense de ces personnes attaquées, il semble qu'on ne puisse adopter trop tôt des mesures extraordinaires pour la sûreté publique. »

« Il y a longtemps, à Pallécitas, en Californie, des misérables ivres de vin et de jeu avaient coutume de laisser les salons de jeux à minuit, et de faire feu de leurs revolvers dans la principale rue de la ville afin de voir ce qu'ils pouvaient atteindre; coutumes que les jeunes assassins de la métropole semblent disposés à imiter. Il est plus aisé dans ces cas-là de réclamer que d'indiquer le remède, mais nous espérons fermement que le Recorder Hackett ou le juge Bedford appliqueront à ces criminels, chaque fois qu'ils en trouveront l'occasion, les peines les plus sévères que la loi peut leur permettre d'infliger. »

Le Herald, dans un court article fait les réflexions suivantes : « Rien ne peut empêcher nos concitoyens d'origine irlandaise de se quereller et de se battre surtout le samedi soir, où ils peuvent avoir du whiskey; quelques têtes contusionnées et quelques yeux noirs feraient le frais de ces querelles s'ils pouvaient s'en tenir au coup de poing national. Mais ceci est impossible dans notre ville. Le revolver est de beaucoup préféré au coup de poing et le revolver est infiniment plus dangereux. »

Le Bulletin loue la police pour son habileté et sa promptitude à arrêter les criminels; mais il accuse plusieurs hommes de police des faubourgs d'être les complices des coupables.

Le Daily News cite un grand nombre de meurtres et de tentatives de meurtre. Neuf fois sur dix ces derniers crimes sont commis par les Fénéens. Dans aucune partie des Etats-Unis les Fénéens ont été aussi encouragés que par les New-Yorkais. Ceux-ci ont semé le vent, ils récoltent maintenant la tempête.

PRIX EXTRAORDINAIRES.—Le correspondant de la Tribune de Chicago, à Washington, raconte ce qui suit : « Il y a quelques jours, un juge de la Cour Suprême, m'a cité quelques-uns des prix énormes que quelques avocats, à sa connaissance, ont pris à leurs clients pour services professionnels. Voici quelques-uns de ces exemples : David Dudley Field a reçu \$300,000 de la Compagnie du chemin de fer de l'Érié. La Compagnie qui exploite la mine d'argent de Gould-Curry a donné \$25,000 en argent et une grande quantité de minéral à William M. Stewart: en tout \$200,000. Jeremiah S. Black a reçu \$60,000 des exploitateurs de la mine de New-Idria. Non content de cela, il les a, il y a quelque temps, poursuivis pour une balance de \$75,000, et il a obtenu jugement pour ce montant. La défense d'Andrew Johnson a rapporté \$25,000 à William M. Everts, et son revenu annuel est de \$125,000. Dernièrement il a demandé \$5,000 pour un discours qui n'a duré que quatre-vingt minutes. Le juge qui me citait ces exemples, reprochait avec force aux avocats d'exiger des prix énormes comme ils le font partout, et de prendre des \$100 pour des choses qu'ils auraient faites volontiers, il y a dix ans, pour \$5 ou \$10 au plus. »

L'HOTEL DE NIORRES.

Suite.

Tout en monologuant ainsi, Fouché avait atteint la place d'Armes. La réception devait être alors dans tout son éclat. Les équipages, les chaises, les brouettes encombraient la cour Royale, la cour des Ministres et toute la partie de la place située en face des grilles du château.

Trois heures un quart sonnèrent à Saint-Louis. Fouché, pour éviter l'encombrement, suivit la façade des bâtiments des écuries, traversant ainsi la base de la place d'Armes. Comme il achevait de franchir l'avenue de Saint-Cloud, il se heurta contre un personnage, lequel sortait précipitamment des grandes écuries.

« Tiens! fit Fouché en s'arrêtant et en reconnaissant l'un de ses compagnons de voyage du matin, monsieur Marat, je crois? »

— Lui-même, répondit le chirurgien.
— Pardonnez-moi, monsieur, de vous arrêter ainsi, continua Fouché, mais puisque vous habitez Versailles, vous allez, j'espère, pouvoir me rendre un service.

— Qu'est-ce donc?
— J'avais donné rendez-vous à deux de mes amis, MM. Danton et Saint-Just, avec lesquels nous avons fait route dans le carabas....

— Ah! celui qui allait voir Robespierre?
— Précisément. Je leur avais donné rendez-vous, dis-je, pour aller dîner avec eux, mais j'ai manqué l'heure, ils sont partis sans doute, et ne connaissant pas Versailles, je suis fort en peine pour trouver la maison que Danton m'a indiquée et dans laquelle il devait me conduire.

— Et cette maison est?...
— Celle de la mère Lefebvre.

— Oh! dit Marat, je la connais parfaitement. Je vais précisément de ce côté, et si vous voulez que nous fassions route ensemble?

— J'accepte avec empressement, dit Fouché.
Et les deux hommes se mirent aussitôt en route, se dirigeant vers la rue du Plessis.

XXXIV.—Le dîner.

Tandis que Fouché, conduit par le chirurgien Marat, se dirige vers la maison formant l'angle de la rue du Plessis avec celle d'Angivilliers, maison que nos lecteurs connaissent, et dont le rez-de-chaussée est occupé par la boutique de la fruitière et par celle de la cuisinière-blanchisseuse, nous allons rentrer dans cette dernière et y retrouver les pratiques de la petite mère Lefebvre, que nous y avons laissées en bon train de fêter ses talents dans l'art culinaire.

Le dîner s'avancait. Pour être juste, il faut dire qu'il n'était pas extraordinairement compliqué; mais ce que l'on servait chez la femme du soldat aux gardes françaises avait la réputation méritée d'être succulent et soigneusement préparé. Jeanneton venait d'apporter sur chaque table un plat de haricots d'un attrayant aspect, et les bouteilles de vin d'Argenteuil avaient presque toutes été renouvelées.

Aussi la conversation était-elle vive, bruyante, animée, et, bien que les convives fussent séparés en trois sociétés distinctes; bien qu'aucune parole ne fût échangée sur un ton par trop glapissant, il commençait à devenir difficile d'entendre clairement ce que disait son voisin, et surtout de se faire entendre soi-même.

Mais la table la plus bruyante, celle où les rires étaient les plus éclatants et où les bouteilles se succédaient le plus vite était, sans contredit, la table occupée par Michel, Tallien, Joachim, Augereau, Talma et l'élève de l'École militaire.

—Eh bien! l'abbé, disait Augereau en tappant sur l'épaule de Joachim, jetons-nous le froc aux orties, endossons-nous l'iforme?

—Vive la cavalerie! cria le petit abbé en vidant son verre d'un seul trait.

—Bravo! je vous prédise que vous irez loin.

—Je deviendrai capitaine!

—Alors, à vos épaulettes!

Et le maître d'armes choqua son verre contre celui de Joachim.

—V'la un petit particulier là-bas qui me caresse l'œil! dit Mahurec en désignant à ses compagnons le jeune abbé, dont le visage s'empourprait sous l'action du vin cependant peu généreux. Il a un air bon enfant qui fait plaisir à relever. Quel beau petit mousse ça ferait!

—A propos! dit tout à coup Michel, vous savez bien ce que nous a raconté Léonard dans le carrabas?

—L'histoire des empoisonnements? répondit Tallien.

—Oui.

—Est-ce que tu en as entendu parler?

—Mais oui. J'ai des nouvelles toutes fraîches.

—Dites-nous cela, monsieur Michel! dit Talma avec curiosité.

—Oh donc en avez-vous eu des nouvelles? demanda Augereau.

—Chez la cliente du patron, Mme. de Beauharnais.

—Elle vous a parlé de cette histoire?

—Oh non! pas elle; mais, tandis que j'attendais, pendant qu'elle était à sa toilette, j'en ai entendu causer dans son salon.

—Bah! Cette aventure-là est donc bien répandue?

—Il paraît, et Léonard avait raison: il n'est bruit que de ces empoisonnements.

—Sait-on chez qui ils sont commis? demanda l'élève de l'École militaire.

—On disait que c'était chez M. de Niorres.

—Le conseiller au parlement? dit Tallien.

—Tiens! fit Danton, qui depuis quelques instants prêtait l'oreille à ce que l'on disait à la table voisine de la sienne, Robespierre aussi m'a parlé de cette ténébreuse affaire, et c'est effectivement l'hôtel de Niorres qui est le théâtre de ces horribles drames.

—Ma foi! Robespierre est fort embarrassé. On cherche quel but veut atteindre le coupable.

—Oh! fit observer M. Roger d'une voix insinuante, ce but est facile à deviner: ce doit être l'intérêt.

—Alors l'auteur des crimes serait donc un membre de la famille du conseiller qui aurait intérêt à faire le vide autour de lui? dit l'avocat en regardant l'employé.

Celui-ci détourna les yeux sous le regard perçant que Danton dirigeait sur lui.

—Je l'ignore, dit-il; j'émets une opinion, voilà tout.

—Mais cette opinion me paraît bonne, monsieur.

—Mon Dieu! je la donne pour ce qu'elle vaut.

Quant à MM. Gorain et Gervais, en dépit de leur loquacité ordinaire, ils avaient écouté jusqu'alors, depuis le commencement du repas, sans oser prononcer une parole.

Les deux bourgeois se sentaient légèrement intimidés d'être placés ainsi en présence de tant de monde, et M. Gorain se trouvait encore sous l'influence des pensées vaniteuses que faisait surgir dans son esprit l'espérance brillante fugitivement suscitée par l'employé.

Cependant ce mutisme obstiné, tellement en dehors de leurs habitudes, et combattu vigoureusement par le sentiment de bien-être que leur procurait le contentement de leur estomac satisfait, commençait à fatiguer étrangement les deux dîneurs.

M. Gorain fut le premier qui se hasarda à rompre le silence.

—De quelle affaire parle donc M. Danton, mon locataire? demanda-t-il à voix basse à M. Gervais.

—Je ne sais pas trop, répartit celui-ci.

—Quoi! dit Roger avec étonnement, vous n'avez pas entendu parler des crimes commis à l'hôtel de Niorres?

—Non, cher monsieur....

—C'est pourtant une affaire des plus importantes et des plus ténébreuses.

—Qu'est-ce que c'est donc?

—Une succession d'empoisonnements qui désole la famille du respectable magistrat.

—Oui, ajouta Danton, M. de Niorres a déjà vu mourir ses trois fils, sa sœur, l'une de ses brus et deux de ses petits-enfants.

—Et le criminel n'est pas arrêté? dit M. Gorain.

—On ignore même encore qui il est.

—Comment? la police ne sait pas cela?

—Ou si elle le sait, ajouta Danton, elle garde le secret pour elle.

Roger lança en-dessous un profond regard qui darda ses rayons sur le locataire de M. Gorain.

—Mais, continua l'avocat en élevant la parole et en désignant Michel, voici un jeune homme qui prétend avoir des nouvelles à cet égard, n'est-ce pas, monsieur le clerc?

—Oui, maître, répondit Michel en s'inclinant; j'ai, je le répète, des nouvelles toutes fraîches.

—Qu'avez-vous donc entendu dire?

—Que Mme. de Niorres, la jeune veuve du troisième fils du conseiller, avait failli être tuée cette nuit avec son enfant et le pauvre orphelin son neveu.

—Et elle a échappé à la mort?

—Heureusement. La machine préparée pour faire explosion dans son appartement n'a pas parti.

—Et que dit-on? L'opinion publique accuse-t-elle un coupable? reprit Danton.

—On en est aux probabilités, répondit Michel.

—Ces probabilités, alors, pèsent sur quelqu'un? ajouta M. Roger.

—On fait ce que vous disiez tout à l'heure, monsieur, on cherche où est l'intérêt qui peut faire accomplir ces crimes.

—Mais, dit Danton avec force, dire cela est accuser un membre de la famille, je le répète.

—Oh! fit M. Roger en secouant la tête, malheureusement ce ne serait pas là le premier exemple que donneraient les annales du crime.

—Le conseiller a-t-il donc un autre enfant?

—Il a une fille mariée à M. de Nohan.

—Et puis?

—Deux nièces.

—Ah! dit Michel, on disait chez Mme. de Beauharnais que ces deux jeunes filles étaient fiancées à deux gentilshommes de vieille noblesse.

—Sait-on leur nom?

—Oui, ce sont MM. le marquis d'Herbois et le vicomte de Renneville.

—Hein? fit brusquement un organe sonore, et Mahurec se dressa sur sa chaise. Quoi qu'y a?

—Chut!... tais-toi donc! dit vivement Lefebvre en tirant par le bras son ami afin de le contraindre à se rasseoir.

Le soldat craignait de contrarier les pratiques de sa femme en laissant Mahurec se mêler à la conversation.

—Mais, dit le matelot, c'est mes lieutenants....

—Eh bien, tais-toi!

—Mais t'as donc pas entendu ce que dit cet autre, qu'ils vont se bourlinguer dans une maison d'empoisonneurs....

—Assieds-toi et écoute!

Mahurec obéit en grommelant: les paroles échangées entre lui et Lefebvre n'avaient point été entendues des autres personnages, lesquels avaient continué la conversation engagée d'une table à une autre.

—Mais, avait dit vivement Danton, MM. d'Herbois et de Renneville sont les deux jeunes gens avec lesquels nous avons fait route ce matin.

—Tiens! c'est vrai! ajouta Saint-Just. Vous les connaissez, puisque vous nous avez présentés à eux, moi et M. Fouché.

—Oui, certes, je les connais, et je m'en fais honneur, répondit Danton, car ce sont non-seulement deux excellents gentilshommes, mais encore, mais surtout deux braves cœurs et deux intelligences supérieures.

—C'est ça parler! cria Mahurec incapable de se contenir en entendant vanter les précieuses qualités de ses lieutenants. Vous êtes un brave terrien.... vous, l'homme en noir....

—Tais-toi donc! dit Lefebvre.

—Je dis que celui-là est digne d'être matelot!

Cette fois Danton avait entendu; il sourit en regardant Mahurec.

—Ah! mon brave, fit-il en s'adressant au marin, vous connaissez aussi MM. d'Herbois et de Renneville?

—Si je les connais?... En v'la une bêtise!... c'est-à-dire, ajouta le matelot en se reprenant vivement, je voulais dire en v'la une farce! Je les connais depuis qu'ils naviguent, voyez-vous, et le premier qui en dirait du mal....

—Allons! mange donc, interrompit Lefebvre en tirant son ami par sa vareuse.

—Laisse donc, toi! dit Mahurec en repoussant le soldat; tu vois bien à cette heure qu'il s'agit de mes lieutenants, et Mahurec est là, prêt à déralinguer qui les rangerait trop bord à bord. Pour lors, et d'une, c'est pas tout ça, continua le matelot en quittant sa table pour venir se camper en face de Danton, vous m'avez largué de bonnes paroles, vous; vous me faites celui d'être solide comme un gabier d'artimon. Faut pas être fier avec un pauvre matelot qui aime ses chefs et lui larguer la vérité dans le grand! Si j'ai bien relevé le point, mes lieutenants sont à la veille de s'afaler dans la vase, mais minute, que je dis: ouvre l'œil et déje de la marée qui porte au vent!... Faut jeter le plomb de sonde dans ce gâchis-là, et savoir un brin quel fond qu'il rapporte!

Et sans plus de cérémonie, le matelot posa l'une de ses larges mains sur la table devant laquelle étaient assis Danton et Saint-Just, et de l'autre attirant le banc dont il fit glisser l'extrémité entre ses jambes, il s'assit carrément.

M. Roger, glissant doucement sur son siège, se rapprocha du matelot.

XXXV.—(Suite.)

—Mon ami, dit l'avocat à ton le plus bienveillant, je ne puis vous apprendre rien autre chose que ce que vous venez d'entendre vous-même: je n'en sais pas plus. Mais puisque vos lieutenants sont fiancés tous deux aux nièces de M. de Niorres, je m'explique l'air chagrin que j'ai remarqué ce matin sur leur visage.

—Hum! fit Mahurec en secouant la tête d'un air mécontent, faudra que je relève le point moi-même.

—Comment! dit M. Roger qui causait à voix basse avec les deux bourgeois et avec Saint-Just, MM. d'Herbois et de Renneville sont fiancés à Mlles de Niorres!... C'est particulier! Ils ne m'ont pas dit un mot de ces mariages!

—Vous les connaissez aussi? demanda Danton.

—Mais beaucoup.... beaucoup.... Je me suis occupé de leurs affaires durant leurs nombreux voyages, et j'avoue que ce n'était point une petite besogne. Ces marins, ils ne se doutent pas de la valeur de l'argent. Une fois à terre, ils jettent les louis par les fenêtres avec une facilité....

—C'est vrai! dit Tallien; je me rappelle maintenant avoir entendu parler de ces messieurs à l'étude. Il paraît qu'ils ont mené jadis l'existence la plus fastueuse....

—Hélas! fit l'employé en soupirant, ils n'ont jamais cessé de vivre ainsi.

—Ils sont donc riches? demanda Danton.

—Ils ne possèdent plus un sou de patrimoine; tout a été follement dépensé avec l'insouciance de la jeunesse.... Ce sont des jeunes gens charmants! ils ont un avenir superbe, mais je dois avouer que leur présent est grevé de dettes énormes....

—Comment payeront-ils? dit M. Gorain s'ils n'ont plus rien.

—Le roi ne les laissera pas dans l'embarras, puis l'avenir répond d'eux.... Je sais bien que tous leurs créanciers ne sont pas de mon avis. Il y en a même d'intraitables, mais, pour moi, je suis tranquille....

—Ils vous doivent? demanda Danton.

—Oui, je les ai obligés souvent, pour des sommes assez fortes, mais je ne crains rien.... j'ai en eux une confiance absolue. Ainsi, il y a un remboursement prochain.... je suis certain qu'ils payeront.

—Avec les deniers du roi, dit Danton; mais si le roi ne paye pas?

—Oh! ils se tireront d'affaires. D'ailleurs, il le faut bien! Il y a parmi leurs créanciers deux gaillards qui ne badinent pas et qui, pour soixante mille écus qui leur sont dus, ne reculeraient pas devant le scandale le plus désastreux. Le vicomte et le marquis le savent bien. Aussi ils se mettent en mesure de rembourser, j'en réponds.

—Pauvres jeunes gens! dit l'avocat, je ne les croyais pas dans une situation aussi fâcheuse.

—Bah! fit M. Gervais, un bon mariage les tirera d'affaires; et puisqu'ils doivent épouser Mlles de Niorres.

—Mais, fit observer Danton, j'ai entendu dire que les nièces du conseiller ne vivaient que des bontés de leur oncle et ne possédaient aucune fortune.

—Pour le présent, oui, dit M. Roger; mais l'avenir peut être beau. Si les deux petits enfants du conseiller et sa petite fille mouraient à leur tour, comme sont morts ses trois fils, Mlles de Niorres seraient les seules héritières d'une fortune immense. Certes, je suis convaincu que le vicomte et le marquis son incapables d'avoir songé à cela; mais enfin....

M. Roger n'acheva pas sa pensée; Danton le regardait avec une fixité telle, qu'il détourna encore la tête.

—Tiens! tiens! tiens! fit Tallien à l'oreille de Michel, je n'avais pas pensé à cela, moi; il a raison, ce monsieur!

Quant à Mahurec, il avait écouté sans trop comprendre. Il regardait les dettes de ses lieutenants comme des peccadilles de jeunesse auxquelles il n'attachait pas la moindre attention, et il était si loin de supposer qu'une pensée mauvaise pût germer dans la tête d'autrui à l'égard de ceux qu'il aimait, qu'il n'interpréta que comme une parole dite en l'air l'observation insidieuse de l'employé du ministère de la Maison du roi.

Ce fut à ce moment que Fouché, accompagné du chirurgien Marat, entra dans la salle. Danton frappa sur la table en l'apercevant.

—Allons donc! dit-il. Je vous croyais perdu dans Versailles. Vous avez manqué notre rendez-vous.

—Ce n'est pas ma faute, répondit Fouché en prenant la place que Mahurec venait de quitter pour regagner la sienne près du soldat aux gardes françaises; j'ai été retenu plus longtemps que je ne le voulais.

—Eh bien! monsieur, dit Marat en s'asseyant près de Fouché, et en s'adressant à l'avocat tandis que Jeanneton s'empressait de servir un nouveau diner, avez-vous vu Robespierre?

—Oui, monsieur, et nous avons eu ensemble une longue conférence.

—Relativement à l'enlèvement de l'enfant?

—Quel enfant? demanda Fouché en s'efforçant de s'arracher à une préoccupation qui absorbait son esprit d'une façon évidente.

—Eh! l'enfant du teinturier, la jolie mignonne; la fille de Bernard, enfin, répondit Danton. Ne vous souvenez-vous donc plus de ce que je vous racontais il y a à peine quelques heures?

Fouché, qui portait à ses lèvres pâles une cuillerée de potage puisée dans l'assiette qu'il avait devant lui, s'arrêta subitement et laissa retomber le liquide fumant.

—C'est vrai, dit-il; j'avais complètement oublié....

—Eh! fit Saint-Just en riant, on dirait, mon cher professeur, que vous tombez des nues!

—Quel âge a donc cette petite fille? demanda Fouché.

—Quatre ans," répondit Danton.

Fouché baissa la tête et parut réfléchir profondément.

Mahurec semblait ruminer un projet dans sa cervelle; il n'avait prêté aucune attention à ce qui venait de se dire; mais Jean, le garçon de maître Bernard, avait écouté avec un vif intérêt les paroles relatives à la petite fille de son patron.

A la table de Michel, tous les convives avaient cessé leurs conversations particulières depuis qu'il avait été question de M. de Niorres, et maintenant ils semblaient s'occuper de l'enfant perdu ou volé.

Personne donc, M. Roger excepté, ne remarqua la préoccupation visible de Fouché, ni la tension d'esprit manifeste à laquelle se livrait Mahurec.

—Et que vous a dit Robespierre? demanda Marat de sa voix brève et sifflante.

—Il m'a fait raconter tous les détails de ce triste événement, répondit Danton; puis nous avons pesé chaque circonstance, enchaîné chaque déduction, commenté chaque probabilité....

—Et... vous avez conclu?

—Que la jolie mignonne n'avait pu être enlevée à ses parents que par des mains puissantes; car si l'enfant eût été dérobé par quelque mendiant, les recherches rapides, actives et minutieuses auxquelles on s'est livré dès le premier instant de la disparition de la jolie mignonne, eussent certes porté leurs fruits.

—Cela est en effet probable," dit Marat.

MM. Gorain et Gervais se poussèrent mutuellement le genou. M. Roger demeurait impassible et examinait Fouché.

Celui-ci semblait s'occuper exclusivement de son repas; tout symptôme de préoccupation avait disparu.

—Et, reprit Marat, cela explique encore la nullité des efforts de la police. Elle n'a pas les ongles assez aigues pour fouiller dans les affaires de la noblesse.

—Espérons pour la tranquillité de chacun, pour la liberté individuelle de tous, que ces ongles lui pousseront, dit Saint-Just en relevant la tête.

—Bah! répondit le chirurgien en haussant les épaules, les privilèges sont de puissants ciseaux pour rogner les griffes. Le jour dont vous parlez, jeune homme, n'est pas près de luire, à moins que....

—A moins que?... répéta Saint-Just en voyant Marat s'arrêter.

—A moins que la volonté du peuple ne lacère d'abord ces privilèges stupidement insolents.

—La volonté du peuple? dit M. Gorain en regardant M. Gervais; qu'est-ce que c'est que cela?

—Je ne sais pas, compère, répondit le second bourgeois.

—C'est quelque chose que la France connaîtra un jour, dit le chirurgien en lançant un coup d'œil à Danton.

—Vox populi, vox Dei! dit l'avocat avec un peu d'emphase.

—Qu'avez-vous donc, mon cher ami? demanda Talma à l'élève de l'École militaire qui venait de tressaillir brusquement.

UNE AVENTURE DE BISMARCK.

OU CE QUE LE PREMIER MINISTRE DU ROI DE PRUSSE A DERNIEREMENT TROUVÉ DANS SON LIT.

A Meaux, le roi Guillaume et Bismarck occupaient le palais de l'archevêque. Le premier occupait les appartements donnant sur la rue, et le second, les appartements situés en arrière. Les appartements du Comte regardaient les immenses jardins qui se trouvent en arrière du palais de l'archevêque.

Le seize septembre au soir, Bismarck était très-fatigué. Il avait passé toute la journée à cheval, et le soir, il avait eu un long entretien avec le roi.

Après cet entretien, le Comte s'empressa de gagner sa chambre pour se coucher.

A peine avait-il commencé à se déshabiller qu'il entendit une espèce de vagissement venant du lit. Il s'empressa de soulever les draps et à son grand étonnement, il y trouva un enfant de quatre semaines. Le billet suivant était attaché aux habits de l'enfant, "Mon mari est mort à Sedan; je n'ai plus rien à manger; le désespoir me force à abandonner mon unique enfant. Il a reçu au baptême le nom de Vincent." Mais ce n'est pas tout. La malheureuse mère s'est suicidée. On dit que cette histoire est parvenue aux oreilles du roi Guillaume qui a ordonné que cet enfant fut envoyé à Berlin. Peut-il y avoir une entrée plus curieuse dans la vie?

CHIFFRES CURIEUX.

Le nombre 9, dit un écrivain Allemand, joue un rôle frappant dans l'histoire, et l'année de la naissance d'une foule d'hommes célèbres du 18e siècle se termine par 9. En voici quelques exemples. Nous donnerons les noms, puis la date: Glen, 1719, Lissing, 1729, Schubert, 1739, Goethe, 1749, Schiller, 1759, Amdt, 1769, Oehlensolager, 1779, Ruckert, 1789, Heine, 1799. Et ces exemples peuvent être considérablement augmentés, si on les prend ailleurs que chez les Allemands Johnson 1709, Lichtner, 1719, Lebrun et Goldsmith, 1729, George Schlosser, 1739, Lafontaine 1759, Chateaubriand, Robert Burns et Caroline Richler, 1769, Fanny Lomon, 1779, Cooper, 1789, Balzac, 1799. Chez les savants nous trouvons Kastner, 1719, Ritter 1739, Laplace et Jenner 1749, Osiander, 1759, Humboldt et Cuvier 1769, Romberg 1769, Rossini, 1769, Horace Vernet 1789, Bartholdy, 1809, Pierre Jean David, 1789, et une foule d'autres. On a trouvé qu'il y a aussi une liaison remarquable entre certain chiffre et les quatre dates les plus importantes de l'histoire Allemande, 1812, 1830, 1848, 1866. Un intervalle de 18 ans ou de 2x9 sépare ces dates l'une de l'autre. Additionnons les chiffres 1, 8, 1, 2, et 1, 8, 3, 0, et dans chaque cas le total est 12.

UN JEUNE HOMME ÉPOUSE SA TUTRICE POUR SON ARGENT.

Il y a quelques semaines, un jeune homme d'environ dix-huit ans et d'une beauté remarquable, se présentait devant un magistrat, et lui demandait s'il voulait le marier (la scène est à la Nouvelle-Orléans.) Le magistrat répondit affirmativement et le jeune homme se retira, mais revint bientôt avec une vieille femme vêtue de noir.

"Cette dame est votre mère, sans doute, demanda le magistrat?"

"Oh non, M. répond le jeune homme, c'est la dame que je veux épouser."

"Vraiment?"

"Oh! oui, monsieur."

"Mais, êtes-vous majeur?"

"Pas encore; mais cette Dame est ma tutrice."

"Et elle donne son consentement?"

"Oui Monsieur."

Le magistrat ne savait plus que faire. Il lui répugnait de marier ce jeune homme à cette vieille femme, d'un âge ainsi Mai et Décembre.

"C'est un mariage bien étrange murmura-t-il."

"Pas du tout, répliqua la vieille fiancée. J'ai de grandes richesses que je voudrais donner à ce jeune homme et comme mes héritiers pourraient les lui disputer si je les lui livrais, je préfère l'épouser."

"Et vous êtes content de marier cette femme pour son argent, demanda le magistrat?"

"Je ne la marie pas pour autre chose, répond franchement le jeune homme; car il faut avouer qu'elle n'est pas jolie."

Et le mariage se fit.

Trad. Par A. C.

DIPLOMATES FRANÇAIS —Le comte de Bismarck faisait dernièrement remarquer l'ignorance profonde des langues étrangères montrée par les diplomates français. Les journaux allemands citent un exemple amusant de cette ignorance. Il y a un an ou deux, un peu avant l'ouverture des Reichstag, un dîner diplomatique fut donné à Berlin. "Le discours du trône sera-t-il en français, demande un "attaché" de l'ambassade française!" "Certainement non," répliqua un de ses voisins, "comment pouvez-vous penser qu'un discours du trône, en français, puisse être prononcé à Berlin?" Oh! reprend l'attaché, il n'y aurait là rien d'étrange, je vous assure. J'étais moi-même à Washington lorsque le Président des Etats-Unis ouvrit le Congrès par un message en anglais.

VARIÉTÉS.

Je connais un maçon dont la fortune s'est amusé à faire un millionnaire. Depuis que mon homme en est arrivé là, rien ne l'arrête. Il a un pataud de fils en âge de se marier; il a convoité pour lui la fille du marquis de T..., et une seule chose l'a embarrassé: c'est que le marquis a trois filles.

Mais cela ne l'a pas fait reculer. Il a fourré ses grosses mains dans une paire de gants blancs, il est allé voir le marquis de T..., et il lui a demandé, pour son cadet, une de ses filles, n'importe laquelle.

—Ma foi, mon cher monsieur, a dit le marquis en riant, il ne tient qu'à monsieur votre cadet de choisir. Veut-il la cuisinière ou la fille de chambre?

Un pauvre cultivateur d'Yvetot rendait visite à madame V..., sa propriétaire.

"Bonjour, madame, lui dit-il en entrant."

—Bonjour, Nicolas. J'ai appris avec peine la mort de votre femme.

—Ah! ne m'en parlez pas, madame; et puis il m'est arrivé un autre grand malheur!

—Quoi donc?

—J'ai perdu ma pauvre vache, c'est qui fait que j'suis ruiné au complet.

—Allons, il ne faut pas vous désespérer, Nicolas; vous comptez beaucoup d'amis dans votre village; ils vous viendront sans doute en aide.

—C'est exact, madame, c'est vous dites là; et m'samis m'aiment tant, que tous m'ont déjà offert une aut'vache.

—Vraiment?

—Oui; mais y n'y en a pas qui m'ait offert une aut'vache."

On annonce à madame X... un vigneron qui depuis vingt ou trente ans fournit sa cave. Le bonhomme entre et trouve madame X... étendue sur son canapé.

—Eh ben! ma pauvre dame, vous êtes donc malade?

—Mon Dieu oui, mon ami. Et chez vous, comment se porte-t-on?

—Mais ça ne va pas trop mal, merci, madame; seulement, vous savez, nous avons euterré net' dernier fils, il y a trois jours.

—Comment? mais je n'en savais rien!

—Ah! bah! vous n'avez donc pas reçu de faire part?

—Mais non.

—Tiens, c'est farce! Eh ben! oui, il est mort dimanche dernier. Dix-neuf ans et demi! c'est là le quatrième! Ah! les enfants! On s'écroule pour les élever; et puis ils meurent au moment où ils vous seraient bons à quelque chose! Enfin!

Il y a de ces examinateurs goguenards qui semblent se plaisir à embarrasser de pauvres patients qu'un rien suffit à troubler. Exemple: UN PROFESSEUR.—Pourriez-vous me dire, monsieur, comment vous vous y prendriez pour faire de l'acide prussique?

LE CANDIDAT.—Monsieur, l'acide prussique ou cyanhydrique s'obtient en faisant passer sur le cyanure de mercure un courant d'acide sulfhydrique dans un tube légèrement chauffé. Il se forme du sulfure de mercure et il se volatilise de l'acide cyanhydrique, qu'on condense dans un récipient.

LE PROFESSEUR.—Est-ce là tout?

LE CANDIDAT.—Oui, monsieur.

LE PROFESSEUR.—Etes-vous bien sûr de n'oublier aucun élément essentiel?

LE CANDIDAT troublé.—Mais... je crois... il me semble que je n'oublie rien.

LE PROFESSEUR.—Eh bien! vous vous trompez; il faut encore une chose importante. Il faut du soin.

LE CANDIDAT abasourdi.—Du soin?

LE PROFESSEUR.—Sans doute. La préparation d'un poison aussi violent ne demande-t-elle pas un très-grand soin?

Un monsieur d'un certain âge se présente dans un établissement de limonadier.

—Vous êtes dans l'intention de vendre votre fonds? dit-il au maître du café.

—Oui, monsieur.

—Votre établissement est modeste; il me conviendrait assez. Vous sentez, monsieur, qu'à mon âge je ne pourrais guère me charger d'une grande maison; ce serait trop d'embarras. Il me faut un café où je puisse être tranquille.

—Oh! pour cela, monsieur, vous ne sauriez mieux tomber qu'ici; nous ne voyons jamais personne.

Un monsieur se présente à la Bourse pour y signer un transfert en vertu d'une procuration.

L'employé lui dit: "C'est bien vous qui êtes mandataire?"

—Non, monsieur, je suis coiffeur.

N. C. MODERRE, MARCHAND-TAILLEUR, No. 208, rue Notre-Dame, en haut chez MM. BARRET et PRICE, Montréal, où l'on trouvera des DRAPS, CASIMIRES ET TWEEDS de toutes sortes et des goûts les plus nouveaux. Il est prêt à exécuter avec ponctualité toute commande que l'on voudra bien lui confier à des prix très modérés. Montréal, 1 mai 1870.



MERVEILLEUX ET PARFAIT.

GERVAIS et Cie.

Manufacturiers de voitures de toutes espèces, ont remporté à l'Exposition Provinciale de Québec, tenue à Montréal en 1870, cinq premiers prix pour voitures d'été et d'hiver.

Les soussignés offrent en vente le meilleur assortiment de voitures d'hiver.

Tout ouvrage est garanti et supérieur à tout autre fait en Canada pour sa légèreté et sa dureté.

GERVAIS & CIE. 44h No. 810 Rue Craig, Montréal.

NOUVEAU MAGASIN D'APOTHAICARE, 363, RUE STE. CATHERINE.

(Près de la rue Amherst.)

LE Soussigné offre en vente un assortiment complet de Drogueries, produits Chimiques, Parfumeries, Huiles, Bois de Teinture, Médecines Patentées, Brayers, Eponges, Brosses à Cheveux, Brosses à Ongles, Brosses à Dents, Brosses à Barbe, Eau de Cologne, Sangsues, Savons de Toilettes, en grande variété. Aussi un assortiment de Papeteries, Journaux, Timbres-Poste, etc., etc.

Toutes Prescriptions de Médecins seront remplies avec le plus grand soin. JAMES GOULDEN. Montréal, 26 mai 1870.

GRANDE VENTE DE HARDES FAITES.

- 650 PARDESSUS. 400 PEA JACKETS. 1,000 PAIRES PANTALONS. 800 VESTES. 800 CHEMISES CASIMIR. 1,000 PAIRES CALEÇONS. Etc., Etc., Etc.

Aussi une grande variété de Draps de Castor et P. lot. Draps Français et Anglais, Tweed et Casimir. A 20 pour cent au-dessous de la valeur ordinaire.

REGIS DEZIEL. 40-6m. 131, Rue St. Joseph.

DEFENSE DE PARIS. MONTRÉAL MENACÉ PAR LES GRANDS FROIDS DE L'HIVER.

Afin de se défendre contre les grands froids de l'hiver qui nous menacent depuis quelques jours, laissez vos ordres pour faire monter vos Poêles, vos Tuyaux et vos Fournaises chez

GEORGE YON, FERBLANTIER ET PLOMBIER, No. 241, — RUE ST. LAURENT, — No. 241. 2me porte de la rue Ste. Catherine.

Vous trouverez aussi à son Magasin un grand assortiment de Tuyaux de Poêles Soudés, Seaux à Charbon, Chaudières à cendres et toutes sortes de Ferblanteries pour l'usage de la maison.

LE MEILLEUR ASSORTIMENT DE POÊLES SE TROUVE AU

No. 529 RUE CRAIG, Entr'autres, "L'ORIENTAL"

qui a fait ses preuves.

Et le "STEWART"

poêle à cuisine, pour le bois et pour charbon, qui a pris le 1er prix à l'exposition 1870. On trouvera aussi tout ce qu'il faut pour reparer les anciens poêles.

MEILLEUR et Cie. 526 RUE CRAIG, MONTREAL. 40-11

ETABLISSEMENT EN 1840. F. X. BEAUCHAMP,

(successeur de D. Smillie.) Manufacturier et Marchand de BIJOUX, PIERRES PRECIEUSES gardées en magasin, et taillées, polies et montées dans les derniers goûts.

MONTRES et BIJOUX soigneusement et promptement réparés.

No. 134, coin des rues ST. FRANCOIS-XAVIER et FORTIFICATION, presque en face du côté droit de la Banque du Peuple. Montréal, 4 mai 1870.

REDUCTION. GLACIERES GLACIERES

C'est le bon temps de se procurer une bonne GLACIERE.

A BON MARCHÉ.

UNE réduction de 20 par cent sera faite à tout acheteur, une visite est respectueusement sollicitée.

GEORGE YON, Ferblantier et Plombier, No. 241 RUE ST. LAURENT.

THOMAS MUSSEN, Marchand en Gros et en Détail de SOIERIES et POPELINES IRLANDAISE.

GANTS D'ALEXANDRE, et autres Fabricaats de renom, TAPIS et PRELATS DE CHOIX, De Velours, Bruxelles ou Tapestry.

ORNEMENTS D'EGLISES. Tentures pour Salons, Foyers en Soie, etc.

257 ET 259, RUE NOTRE-DAME, MONTREAL. 4 mai 1870.



DÉPOT

de la CÉLÈBRE CHAISE HAMAC, CANAPÉ, PLIANT et FAUTEUIL combinée EN UNE SEULE.

Au Bureau du DOMINION DYE WORKS, 301, rue Notre-Dame, Montréal.



DÉPARTEMENT DES DOUANES. Ottawa, 5 Novembre, 1870. L'ESCOMPTE AUTORISÉ sur les ENVOIS AMÉRICAINS, jusqu'à nouvel ordre, sera de 9 pour cent.

R. S. M. BOUCHETTE, Commissaire des Douanes. L'avis ci-dessus est le seul qui devra paraître dans les journaux autorisés à le publier.

BONNE NOUVELLE!

OUVERTURE DE L'HOTEL DU CANADA RUE ST. GABRIEL, MONTREAL.

\$1 PAR JOUR SEULEMENT.

Cet Hôtel, qui vient d'être réparé et meublé à neuf offre tous les avantages possibles aux marchands et en général à tous ceux qui visitent Montréal. On y trouve tout le confort désirable, et le service se fait avec une extrême régularité et sur un haut pied. Cet hôtel a été ouvert jeudi, le 6 mai, par M. G. B. Ware propriétaire, et F. X. Fortin gérant, et ces Messieurs sollicitent respectueusement une visite pour s'assurer des avantages que l'on offre pour la modique somme d'une piastre par jour. M. Fortin est canadien, et ses capacités comme hôtelier sont généralement connues. Pension sans chambres à des prix très modérés, 25c.

LEGGO & Cie., LEGGOTYPISTES, ELECTROTYPYSTES, STEREOTYPYSTES, GRAVEURS, CHROMO ET PHOTO-LITHOGRAPHES, PHOTOGRAPHES ET IMPRIMEURS.

Bureau: No. 1, Côte de la Place d'Armes, Montréal. Ateliers: No. 319, Rue St. Antoine.

On exécute dans un style vraiment supérieur, les Cartes Géographiques, Livres, Gravures, Cartes d'Affaires, Mémoires, Livres de Commerce de toutes descriptions, à des prix très modiques.

"The Canadian Illustrated News" Journal Hebdomadaire

De Chronique, Littérature, Science et Art, Agriculture et Mécanique, Modes et Amusements, Publié tous les Samedis à Montréal, Canada.

Par GEORGE E. DESBARATS.

SOUSCRIPTION D'AVANCE, \$4.00 par an. PAR NUMERO, 10 Centins.

CLUBS.

Chaque Club de cinq souscripteurs qui nous enverra \$20, aura droit à six copies pour l'année.

Les abonnés de Montréal recevront leur journal à domicile. Le port des numéros envoyés par la Poste sera payé par l'Éditeur. Les remises d'argent par un mandat de Poste ou par lettre enregistrée, seront aux risques de l'Éditeur.

On recevra des annonces, en petit nombre, au taux de 15 centins la ligne, payable d'avance. AGENCE GENERALE: 1--COTE DE LA PLACE D'ARMES--1 BUREAU DE PUBLICATION ET ATELIERS: 319--RUE ST. ANTOINE--319

"L'Opinion Publique" JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

Publié tous les Jendis à Montréal, Canada. Par GEORGE E. DESBARATS & Cie.

ABONNEMENT, \$2.50 par année Aux États-Unis, 3.00 Par numéro, 5 Centins

Envoi par lettres enregistrées ou par ordres sur le Bureau de Poste au risque des propriétaires du journal. ANNONCES, 10 Centins la ligne 1re fois, 5 Centins 2me " &c.

Tous ceux qui ne renverront pas le journal seront considérés comme abonnés. On ne recevra pas d'abonnements pour moins de six mois.

FRAIS DE POSTE--ATTENTION! Les frais de poste sur les Publications hebdomadaires ne sont que de 5 centins par trois mois, payables d'avance au bureau de poste de l'abonné. Le manque d'attention à ce détail, entraînerait une dépense de 2 centins qu'il faudrait payer sur chaque numéro.

Les journaux qui voudront bien échanger avec nous, ainsi que toutes lettres se rapportant à la rédaction, devront être adressés à l'Opinion Publique ou aux Rédacteurs, No. 1 Côte de la Place d'Armes, Montréal.

Toute lettre d'affaires devra être adressée à George E. Desbarats, seul chargé de l'administration du journal.

Imprimé et publié par G. E. DESBARATS, 1, Côte de la Place d'Armes, et 319 Rue St. Antoine, Montréal, Canada.